

# ***l'Anti*capitaliste**

n°428 | 3 mai 2018 — 1,20 €

l'hebdomadaire du NPA ~ [www.NPA2009.org](http://www.NPA2009.org)

**RENFORCER ET FAIRE  
CONVERGER LES  
MOBILISATIONS**



**POUR**

**FAIRE BARRAGE  
À MACRON**

**Dossier**

**3 MAI 1968**

Pages 6 et 7

**ÉDITO**

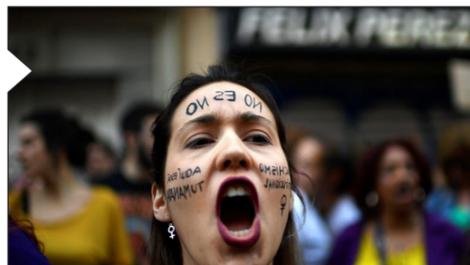
**Violences sexistes:  
no es no!**

Page 2

**PREMIER PLAN**

**Mobilisation étudiante:  
Macron réprime tous azimuts**

Page 3



**ACTU INTERNATIONALE**

**Grèce: déchaînement criminel  
raciste sur l'île de Mytilène**

Page 5

**LIBRE EXPRESSION**

**Entretien avec Mina Kherfi  
(USTKE) sur le massacre d'Ouvéa**

Page 12



édito

Par ELSA COLLONGES

## Violences sexistes : no es no !

**D**ifficile de dire ce qui est le plus à vomir : le viol, en lui-même, d'une jeune femme de 18 ans par cinq hommes lors des fêtes de Pampelune en 2016 ou le verdict rendu la semaine dernière par la justice espagnole, les condamnant pour abus sexuel et non pour viol. Dans la loi espagnole, pour qu'il y ait viol il faut qu'il y ait « intimidation » ou « violence » et donc pour les juges, cinq hommes plus âgés qui te coincent dans un hall d'immeuble ce n'est apparemment ni intimidant ni violent... L'un d'entre eux a même demandé la relaxe des accusés ! Et pour en ajouter encore dans l'ignominie, il a été reproché à la victime de continuer à sortir après avoir été violée au lieu de rester cloîtrée chez elle. On est à des années-lumière de simplement poser la question du consentement de la victime... Pourtant, l'État espagnol a été un des premiers pays à adopter une loi cadre contre les violences faites aux femmes en 2004 suivi d'un « pacte » en 2017. Mais les violences sexistes y restent massives. En revanche, ce qui est extrêmement encourageant, c'est que, dans l'État espagnol, les femmes n'acceptent plus les violences sexistes et la justice patriarcale. Elles ont manifesté par dizaines de milliers pour contester le jugement rendu, et la mobilisation se poursuit. Sur les réseaux sociaux les hashtags fleurissent pour dénoncer les violences, soutenir la victime, dénoncer la justice patriarcale. Une pétition contre les juges a été signée par plus d'un million de personnes, et le gouvernement Rajoy a été contraint d'annoncer qu'il étudierait l'éventualité d'une révision du Code pénal. Dans l'État espagnol, les femmes ont construit un mouvement féministe profond et très large. Ce sont elles qui avaient fait reculer le gouvernement Rajoy lorsque celui-ci avait attaqué le droit à l'avortement en 2013. Ce sont elles qui ont fait grève à plusieurs millions le 8 mars dernier contre la surexploitation des femmes au travail et dans les tâches domestiques. Plus largement, on voit aujourd'hui, à travers le monde, une nouvelle génération de femmes qui se révoltent et s'organisent en particulier contre les violences et qui remettent en cause le patriarcat. La structuration de ce mouvement, l'établissement de revendications sont à l'ordre du jour... pour construire un mouvement féministe massif et combatif qui puisse enfin imposer de nouvelles avancées pour les femmes du monde entier !

## BIEN DIT

« Les révoltes actuelles des étudiants, rejoints par les enseignants et chercheurs qui payent le prix des réformes destinées à détruire l'université au profit d'une petite minorité de privilégiés, seront, espérons-le, l'occasion de revenir sur une politique décidée – comme d'autres – contre ceux et celles qu'elle concerne. »

TRIBUNE D'ENSEIGNANT·ES-CHERCHEUR·ES, lemonde.fr, 30 avril 2018.

# À la Une

## Renforcer et faire converger les mobilisations pour faire barrage à Macron

*Un mois de luttes et de grèves n'ont pas suffi à faire plier Macron. Il s'agit désormais de faire franchir un cap à la mobilisation.*

**L**e 7 mai 2017, Macron l'emportait au second tour de l'élection présidentielle. Un an plus tard, force est de constater que le président de la « start-up nation », pourtant mal élu, a considéré avoir reçu un mandat pour décupler l'offensive contre les classes populaires. Une posture qui a, dans un premier temps, suscité peu de réactions d'ampleur, avec un mouvement ouvrier dans une posture attentiste et acceptant le jeu trompeur du « dialogue social ». Mais petit à petit, le vent a tourné, et Macron est aujourd'hui dans une situation beaucoup plus conflictuelle et instable que ses déclarations pleines d'une arrogante assurance peuvent le laisser supposer. Un changement de climat social s'est en effet opéré au cours des dernières semaines et si pour l'instant aucun recul significatif n'est à mettre au crédit des mobilisations qui se sont développées dans de multiples secteurs, il est évident que la sidération n'est plus de mise et que c'est bel et bien la résistance à l'offensive macronienne qui est à l'ordre du jour.

### La colère monte

Le mois de mai s'est ouvert avec des manifestations regroupant 200 000 personnes, soit une mobilisation importante, avec des cortèges denses et souvent combatifs. La manifestation parisienne était particulièrement massive, tandis qu'une partie des autres manifestations s'est déroulée pendant les vacances. Le signe d'une colère qui monte contre Macron, dans les universités, à la SNCF, mais aussi dans l'ensemble du monde du travail et la jeunesse. L'attention s'est particulièrement focalisée sur les « violences » qui

### LE GOUVERNEMENT CHERCHE L'APAISEMENT



se sont déroulées dans les rues de Paris, comme si le véritable scandale, depuis plusieurs semaines, n'était pas la violence employée de manière quasi systématique par le pouvoir, en premier lieu contre les étudiant·Es occupant leurs universités. Ainsi, si nous ne partageons pas la politique des groupes autonomes, nous comprenons la colère grandissante d'une partie de la jeunesse, qui fait face à la violence sociale et policière dans sa vie quotidienne. C'est bien du gouvernement que vient la responsabilité de la confrontation actuelle : il est celui qui agresse le monde du travail et la jeunesse, refusant d'entendre la contestation sociale, la traitant par le mépris et, quand cela ne suffit pas, par la politique de la matraque.

### Une contestation qui s'installe

Mais ce mépris doublé de violence n'a pas suffi à renverser la vapeur, et le climat de contestation

s'installe, avec une multiplication des échéances de mobilisation, de plus en plus rapprochées, comme en témoigne le triptyque formé par les journées des 1<sup>er</sup>, 3 et 5 mai, et les prochaines dates qui s'annoncent, entre autres dans le secteur de la santé et dans la fonction publique. Si l'on y ajoute le fait que, malgré la communication outrancière de la SNCF, la grève des cheminot·Es est loin de s'être « essoufflée », le mois de mai promet de ne pas être un long fleuve tranquille pour le gouvernement. Il importe toutefois d'être lucide et de constater que le rapport de forces jusqu'ici établi n'a pas permis de faire cesser l'offensive de Macron et Cie, sans même parler de les faire reculer. Pour que ce mois de mai soit victorieux, il s'agit donc de faire un premier bilan d'étape, en considérant les forces mais aussi les faiblesses du mouvement de contestation actuelle, et en se donnant les moyens, touTEs ensemble, de lui faire franchir un cap.

### Unité, massivité, radicalité

Concernant les points positifs, on notera que la mobilisation est multi-sectorielle, des cheminot·Es aux étudiant·Es en passant par les postier·Es, les personnels hospitaliers, celles et ceux des finances publiques ou encore, avec la date du 3 mai, de l'éducation nationale, avec également des luttes dans des entreprises aussi diverses que Carrefour, Air France ou Ford Blanquefort. Cette pluralité est une force à la condition que des convergences s'opèrent, ce qui a commencé à se faire avec la construction de passerelles entre secteurs mobilisés et l'organisation d'initiatives communes, sans oublier le cadre unitaire des organisations politiques à l'initiative du NPA. Des éléments positifs qui ne suffisent malheureusement pas. Il s'agit en effet de faire un double saut, qualitatif et quantitatif, en alliant unité, massivité et radicalité, et en ne perdant jamais de vue que seule une mobilisation de masse, durable et déterminée, pourrait faire plier le pouvoir. En d'autres termes, l'urgence de l'heure est d'étendre et de faire converger les luttes, en multipliant les cadres d'information et de mobilisation locaux, sur nos lieux d'études, de travail et de vie, en menant la bataille pour que, dans les organisations syndicales, les logiques d'appareil soient bousculées et en luttant contre toute forme de sectarisme et d'électorisme du côté des organisations politiques. Une petite musique commence en effet à se faire entendre, qui tente de nous faire croire que, plus le temps passe, plus la logique voudrait que la bataille en cours contre Macron ne pourrait se concrétiser que lors des futures échéances électorales, européennes en 2019 et municipales en 2020. Or, rien n'est moins vrai. Le seul moyen de faire barrage au gouvernement, c'est de prendre la rue et de la garder, de construire un vaste mouvement, ici et maintenant, qui se donne pour perspective le blocage du pays. Faute de quoi, c'est bientôt Macron qui pourra faire la fête.

Julien Salingue

### MOBILISATION ÉTUDIANTE

## Macron réprime tous azimuts

*Alors que depuis deux mois les étudiant·Es se mobilisent contre la sélection à l'entrée de l'université, et que des dizaines de milliers d'étudiant·Es se sont rassemblés dans les assemblées générales partout en France, le gouvernement réprime touTEs les étudiant·Es mobilisés.*

**L**a mobilisation a souvent pris la forme d'occupations des universités : c'est la première chose que le ministère a visé. Face à des étudiant·Es qui ont décidé de reprendre leurs facs au moment même où elles sont sur le point d'être détruites par le gouvernement, ce sont maintenant les CRS qui occupent les universités. Le coup

de semonce a été la manifestation du 19 avril : des dizaines de blessés, des centaines de grenades lacrymogènes et de désencerclement... Le gouvernement Philippe a repris les méthodes du gouvernement Valls pour frapper les manifestant·Es. Le jour suivant, c'est la fac de Tolbiac qui a été évacuée dans une violence extrême à 5 heures du matin. Après

Tolbiac, qui incarnait un symbole de la mobilisation étudiante, ce sont les facs de Reims, Nancy, Saint-Charles et Paris 3-Censier qui ont été vidées par les forces de l'ordre.

### Tournant répressif

Ce tournant répressif a été particulièrement préparé par les présidents des universités, qui n'ont cessé de crier leur « désespoir » face aux occupations, n'hésitant pas à mentir pour délégitimer les étudiants. À Paris 1, Georges Hadad est même allé jusqu'à évoquer des « réseaux de prostitution » pour jeter l'opprobre sur les opposant·Es à la sélection.

Une des peurs les plus importantes du gouvernement, au moment où un certain nombre de gares sont parties en grève reconductible (gare du Nord, Austerlitz, Saint-Lazare), et que les liens entre étudiant·Es et cheminot·Es n'ont cessé de se renforcer, c'est le spectre d'une alliance entre étudiant·Es mobilisés et travailleur·Es en grève. En 1986, c'est cette alliance qui avait permis de développer la plus longue grève cheminote de l'histoire du rail. En 1995, ce sont aussi ces convergences qui ont mené à une grève généralisée du rail qui a tout simplement paralysé la France : c'est ce que veut éviter le gouvernement à tout prix, quitte à frapper à tout va.



## De Renault-Cléon au Cirque de Rouen : la difficile « jonction » étudiantEs/ouvrierEs

Sur le campus de Rouen, où les facultés sont occupées depuis plus d'une semaine, le 16 mai 1968, de jeunes salariés de l'usine Renault de Cléon viennent apporter la nouvelle : la grève avec occupation vient d'être décidée et la direction est séquestrée. Cléon fait basculer l'ensemble des usines Renault dans la grève, donnant le signal de la grève générale. Le comité de grève des étudiantEs appelle à la solidarité. L'assemblée générale du campus décrète l'université de Rouen « libre et populaire », « ouverte aux travailleurs » et décide d'envoyer une délégation apporter la solidarité des étudiantEs aux grévistes de Renault Cléon. L'accueil des salariéEs est chaleureux. Celui des responsables PCF de la CGT beaucoup moins. Une à une, à partir du 17 mai, les entreprises de l'agglomération entrent dans la grève avec occupa-

tion et se couvrent de drapeaux rouges. Mais partout, dans cette région où l'implantation du PCF est très forte, le « parti de la classe ouvrière », organise sur les lieux de travail un véritable cordon sanitaire pour empêcher les contacts entre étudiantEs et ouvrierEs. C'est à l'université, chaque soir, que se retrouvent étudiantEs, lycéenEs, salariéEs, toutes celles et ceux qui, à Rouen, dans l'enthousiasme de ce moment exceptionnel, veulent débattre d'un changement de société, des moyens d'y parvenir. Le 24 mai, dans le grand amphithéâtre de la faculté des sciences, se tient un meeting animé par le comité de grève étudiant sur le thème « pouvoir étudiant, pouvoir ouvrier », auquel participent de nombreux salariéEs. Le 27 mai, au cours d'une manifestation, les étudiantEs occupent le Cirque de Rouen. C'est la plus

grande salle de la ville. Pendant cinq jours, le comité de grève étudiant anime, tous les soirs, jusque tard dans la nuit, devant des centaines de participantEs, un débat sur le mouvement, ses perspectives, la construction d'une autre société. ChacunE peut s'y exprimer. Un « comité de liaison étudiants-ouvriers » est créé. Même si les débats leur donnent parfois le sentiment de se trouver « sur une autre planète », de nombreux salariéEs viennent respirer « au cirque » une ambiance révolutionnaire qui n'existe nulle part ailleurs. Le 31 mai, l'occupation du cirque, désert, par les gaullistes et l'extrême droite, sera le signe du déclin du mouvement. Tout en contribuant à animer avec passion ces soirées, s'efforçant d'y avancer des perspectives, les militantEs de la JCR membres du comité de grève des étudiantEs

sont conscients que les travailleurEs présents au cirque ne représentent qu'une minorité combative. Elle ne peut constituer une alternative pour peser sur le déroulement de la lutte. Ceux qui organisent, sur le terrain, les grèves et les occupations continuent de suivre les instructions venant de l'union départementale CGT. Avec parfois des réticences, ils les suivront jusqu'au bout. Si elles n'ont pas permis de changer le cours de la grève, les tentatives de jonction étudiantEs/ouvrierEs, ont néanmoins donné naissance aux premiers regroupements d'une génération de militantEs ouvrierEs combattifs critiques, qui devaient jouer un rôle croissant à la CFDT et à la CGT dans les années qui suivirent. En ce sens elles ont préparé l'avenir pour « continuer le combat ».

Jean-Claude Laumonier

## Le chiffre 100%

C'est le taux de certaines des remises effectuées par GL Events, société d'événementiel qui a loué au candidat Macron plusieurs des salles dont elle possède la concession. « Un pourcentage anormalement élevé », selon la Commission nationale des comptes de campagne et des financements politiques (CNCCFP). Lorsque l'on sait que GL Events est dirigée par Olivier Ginon, un proche de Gérard Collomb, on se dit que tout ça sent la magouille. Mais que l'on se rassure, Macron n'a « pas d'amis »...



## Agenda

**Vendredi 4 mai, rassemblement en hommage aux victimes du massacre d'Ouvéa du 5 mai 1988, Paris.** À 18h, musée de l'Histoire de l'immigration, Palais de la Porte Dorée, 293, avenue Daumesnil, métro Porte-Dorée.

**Samedi 5 mai, 1968-2018: les MaiS des féministes, Paris.** De 9h30 à 18h30, à la mairie du 4<sup>e</sup> arrondissement de Paris, 2, place Baudoyer, métro Hôtel-de-Ville ou Saint-Paul.

**Samedi 5 mai, manifestation « la fête à Macron », Paris.** À 14h, place de l'Opéra, en direction de Bastille.

**Samedi 12 mai, manifestation en soutien à la marche du retour en Palestine, Paris.** À 15h, place de la République.

À SUIVRE SUR  
[www.npa2009.org](http://www.npa2009.org)



Vincent Bolloré © Wikimedia Commons

**Vincent Bolloré et deux cadres dirigeants de son groupe ont été mis en examen, mercredi 25 avril, après deux jours et une nuit passés en garde à vue.**

Des enquêteurEs ont analysé du matériel qui a été saisi lors d'une perquisition au siège du groupe Bolloré le 8 avril 2016. Il s'agit entre autres de carnets de notes et d'agendas de rendez-vous. Une enquête, dont l'un des objets est le délit de corruption active, qui a permis le déroulement du fil de certains connexions du groupe Bolloré en Afrique.

### Petits marchandages entre amis

Ce qui a été mis en lumière – alors que le système d'exploitation érigé

## FRANÇAFRIQUE Bolloré mis en examen : corruption et exploitation

par Bolloré en Afrique est bien plus vaste –, ce sont des pratiques de prise d'influence illégale du groupe Bolloré dans deux pays du continent : la Guinée-Conakry et le Togo. Dans le premier pays, Bolloré a grandement aidé Alpha Condé, le président élu fin 2010. C'est par exemple le groupe Bolloré qui a payé le tirage d'un livre publié par Alpha Condé à Paris (*Un Africain engagé. Ce que je veux pour la Guinée*), le faisant apparaître comme un homme politique « à stature mondiale ». C'est encore Bolloré qui a financé le premier complexe de cinémas dans la capitale Conakry, « Canal Olympia », permettant au président de se poser en bienfaiteur de la jeunesse. Et c'est aussi Bolloré qui est le bénéficiaire de la mise à l'écart d'une entreprise française concurrente – le groupe de transports Néotrans, dont les employés ont été virés manu militari du port de Conakry en 2013 – au profit de Bolloré...

Au Togo, ce n'est pas un président réellement élu, mais un dictateur arrivé au pouvoir en 2005, fils du dictateur précédent, qui règne. Faure

Gnassingbé (fils d'Eyadema Gnassingbé, pilier de la Françafrique néocoloniale) a bénéficié d'importantes prestations en matière de conseil politique, financées par Bolloré. Cela notamment en 2010, année de la « réélection » du président Faure après une première « élection » en 2005 qui s'était extrêmement mal passée (avec, à sa suite, 800 morts de la répression). Cette « réélection » était décisive pour regagner un minimum de « légitimité » à l'échelle internationale. Or, plusieurs centaines de milliers d'euros d'activités de conseil, réalisées par le groupe de communication « Euro RSCG » (anciennement proche de DSK en France), ont été directement payés par une filiale du groupe Bolloré, « SDV Afrique ».

### « Financiers peu scrupuleux »

Pour sa défense, Bolloré s'est posé en vaillant militant de la lutte contre... les préjugés racistes. Ainsi, dans le *Journal du dimanche* du 29 avril, le patron milliardaire a pris personnellement la plume pour s'insurger contre un « traitement inexact

et condescendant des Africains », dont il serait lui-même la victime. Sous le titre : « Faut-il abandonner l'Afrique ? », Bolloré soulève ainsi la question – rhétorique – de savoir s'il doit, avec son groupe, « quitter l'Afrique ». Cela dans un contexte où, écrit-il encore, le continent africain serait considéré « comme une terre de non-gouvernance, voire de corruption, [avec] des chefs d'État décidant seuls d'accorder des contrats mirobolants à des financiers peu scrupuleux. » Or le premier de ces « financiers peu scrupuleux », bénéficiaire d'une corruption qui constitue – oui, dans certains États – un véritable système organisé depuis la tête du régime politique, c'est bien Vincent Bolloré. À Conakry comme à Lomé, il contrôle bien des concessions portuaires et occupe une place stratégique dans l'économie exportatrice. Être optimiste pour l'Afrique et croire en l'avenir du continent, cela signifiera (entre autres) très précisément : contribuer à virer les rapaces du type Bolloré, dans les pays où il a réussi à s'implanter.

Bertold du Ryon

### Un mouvement qui se poursuit

Cependant, le mouvement contre la sélection est loin d'être mort et enterré. Tout d'abord, dans de nombreuses facs, les occupations et les assemblées générales massives continuent d'avoir lieu, comme à Nanterre, Paris 8-Saint Denis ou au Mirail à Toulouse. Et dans toutes les facs évacuées, les comités de mobilisation continuent leur activité, notamment pour faire annuler les partiels et mobiliser les lycéenEs.

Car si les lycées sont pour l'instant les grands absents de la mobilisation, cela est plus dû à une chape de plomb maintenue par les directions des établissements et aux pressions parentales qu'à une acceptation du plan étudiants. En témoignent les multiples blocages

et manifestations lycéennes qui ont eu lieu avant les vacances, notamment au Mans, à Tours ou encore à Rouen, et les blocages de lycées parisiens qui ont redémarré dès le 30 avril, jour de la rentrée : à Arago (Paris 20<sup>e</sup>) ou Condorcet (Montreuil), les lycéenEs ont bloqué leur établissement dès 6 heures pour lutter contre le plan étudiants. Si pour l'instant, il manque encore une dynamique nationale, ces blocages isolés montrent la détermination des militantEs lycéenEs. C'est pour cela qu'il faut que les étudiantEs mobilisés, alors que les congés d'été arrivent à grand pas, centrent une partie de leur activité sur les lycées pour aider les militantEs à entraîner les forces vives des 2500 lycées de France.

George Waters



Censier. DR

## l'Anticapitaliste l'hebdo du NPA

**Rédaction :**  
0148 70 42 27  
[redaction@npa2009.org](mailto:redaction@npa2009.org)

**Diffusion :**  
0148 70 42 31  
[diffusion.presse@npa2009.org](mailto:diffusion.presse@npa2009.org)

**Administration :**  
0148 70 42 28  
2, rue Richard-Lenoir,  
93108 Montreuil Cedex

**Numéro ISSN :**  
2269-3696

**Commission paritaire :**  
0419 P 11508

**Société éditrice :**  
Nouvelle Société de  
presse, d'audiovisuel et  
de communication.  
SARL au capital  
de 3500€ (durée 60 ans).

**Tirage :**  
6500 exemplaires

**Gérant et directeur  
de publication :**  
Ross Harrold

**Secrétaire  
de rédaction :**  
Julien Salingue

**Maquette :**  
Ambre Bragard

**Impression :**  
Rotographie, Montreuil-  
sous-Bois  
Tél. : 0148 70 42 22  
Fax : 0148 59 23 28  
Mail : [rotoimp@wanadoo.fr](mailto:rotoimp@wanadoo.fr)

IMPRIM'VERT®

**MIGRANT-E-S****2 juin contre la loi asile-immigration: expulsions Collomb et Macron!**

Au lendemain du vote par l'Assemblée de la loi asile-immigration, les collectifs de sans-papiers se sont réunis pour appeler à une manifestation le 2 juin avant le passage de la loi au Sénat.

Après les propos de Collomb, relayés par Macron, sur la « submersion migratoire », les débats à l'Assemblée ont ouvert les vannes de tous les discours racistes et sécuritaires. Le Front national et la droite se sont retrouvés au côté de LREM pour défendre l'enfermement des enfants et le développement de toutes les logiques racistes et répressives.



Lors de la traversée solidaire dans les Hautes-Alpes le 22 avril. DR

**Renverser la logique du pouvoir**

Il n'y a pas de hasard. C'est dans ce climat qu'a eu lieu l'offensive fasciste des identitaires prônant des milices pour empêcher les migrantEs de passer la frontière dans les Alpes. Et le pouvoir a décidé de taper sur les militantEs solidaires qui, en riposte, ont organisé une magnifique marche permettant à une trentaine de migrantEs de franchir la frontière. De la manifestation à Menton en décembre dernier aux rassemblements et manifestations qui ont eu lieu en avril, en passant par la marche des solidarités du 17 mars, la lutte contre la politique anti-migratoire du pouvoir a développé la combativité des collectifs de sans-papiers et renforcé les liens avec des collectifs de solidarité. Et c'est dans le mouvement étudiant que la nécessité de la prise en compte de cet aspect de la politique de Macron a le plus progressé.

Il n'en reste pas moins que la mobilisation est à ce jour insuffisante pour renverser la logique du pouvoir tant la résistance à l'offensive raciste et sécuritaire a été marginalisée dans les prises de position et l'implication des différentes composantes du mouvement social. Y compris lorsque celles-ci évoquent la nécessité de la convergence des luttes.

La loi commencera à être examinée au Sénat le 6 juin, pour être sans doute votée les 18 et 19 juin en procédure accélérée. Ces prochaines semaines sont donc décisives pour s'opposer au passage d'une loi raciste et liberticide pour l'ensemble de la société. Et pour semer, au sein du mouvement social, les graines de l'unité de classe, internationaliste et antiraciste. D'où l'appel fait par les collectifs de sans-papiers au mouvement social pour la manifestation du 2 juin.

Denis Godard

**UN AN AU POUVOIR Macron, finances, chasse et pinard**

Le macronisme, c'est la réunification des « élites » économiques et politiques contre celles et ceux qui ne sont bon qu'à « foutre le bordel ». Mais cet édifice a des fragilités, d'où les déclarations d'amour aux cathos, chasseurs et autres défenseurs du pinard.

Dans une interview donnée à *l'Humanité* le 15 mai 2017, le politologue Jérôme Sainte-Marie expliquait que, alors que les présidents de droite ou de gauche menaient de plus en plus des politiques convergentes et que les « élites des deux bords » se retrouvaient idéologiquement dans le projet néolibéral, « les alternances divisaient de plus en plus artificiellement le bloc élitaire, que l'on peut appeler plus clairement la bourgeoisie. Cette dernière s'est rendu compte que ses divisions historiques étaient fatales à la mise en œuvre de son projet commun de réformes. Elle s'est donc réunifiée sous la forme du bloc élitaire. [...] [Emmanuel Macron] incarne parfaitement cette réunification idéologique et sociale de la bourgeoisie française pour donner aux réformes la plus grande force propulsive possible. »

**« Il n'y a pas d'alternative »**

La bourgeoisie française a eu pendant longtemps une aile internationalisée, engagée dans la construction de l'Europe capitaliste, et une aile plus soucieuse de sa base territoriale et plus dépendante de l'État national. Existait aussi des divergences culturelles, entre les tenants de la modernité anglo-saxonne et des courants plus traditionalistes, liés notamment au catholicisme. Le PS, dans sa dégénérescence, avait fini par incarner, à sa façon, à la fois le libéralisme économique (avec de temps en temps une petite ritournelle « sociale » pour les électeurs) et le libéralisme culturel et sociétal. Face à lui, la droite se fracturait

entre « tradis » derrière Fillon et « libéraux » avec Juppé.

Pour la bourgeoisie française, dans un contexte international incertain, ces divergences plus ou moins en trompe-l'œil sont devenues une perte d'énergie et de temps. Il s'agit désormais de « taper dans le dur » avec énergie : droit du travail, SNCF, retraites, fonction publique, SMIC en perspective... tout doit passer à la moulINETTE. « TINA » (« There is no alternative »), comme disait Thatcher. Macron a su fédérer derrière lui des hommes et des femmes venus tant du PS que des Républicains, le tout assaisonné d'un zeste de préten- duEs représentantEs de la société civile, qui sont pour l'essentiel soit

des commis du patronat (comme Pénicaud, ministre du Travail), soit des aventuriers (comme Hulot). Et si l'on est convaincu qu'il n'y a pas d'alternative, alors les opposantEs ne sont au fond que des demeurés. Rien d'étonnant à ce que Macron lui-même et les élus de LREM multiplient les expressions méprisantes à l'égard des salariéEs qui refusent de jouer le jeu lorsqu'il les croise : ce ne sont que des « fouteurs de bordel », comme l'a dit Macron des ouvriers de GM&S!

**Nouveau plan de campagne**

Cela dit, Macron a un problème que Sainte-Marie pointait déjà dans son interview à *l'Humanité* : dans une telle situation, avec un tel

dispositif politique, les oppositions sociales apparaissent crûment. Les sondages montrent qu'il est désormais soutenu par une large partie de l'électorat de Fillon au premier tour de la présidentielle, mais qu'une large majorité perçoit le président comme arrogant et éloigné des gens. Dans une récente enquête, près de 60% des interrogéEs pensent que la politique de Macron ne permettra pas d'améliorer la situation du pays et quatre sur cinq jugent que cette politique n'aura pas d'effet positif sur leur situation personnelle. D'où le nouveau plan de campagne de Macron et l'offensive en direction des catholiques (le discours devant les évêques), les chasseurs (avec la visite à Chambord et la baisse de moitié du prix du permis de chasse national) et, enfin, les louanges du vin et de la viticulture française! Que Macron aime le vin, c'est son problème ; le plus significatif, c'est que cet individu, dont la communication est millimétrée, s'en fasse désormais le promoteur en termes choisis : « N'emmerdez pas les Français », pour rejeter tout éventuel durcissement de la réglementation antialcoolique. Macron est le président des énarques et des capitalistes (Bernard Arnault, l'homme le plus riche de France, était un des convives du dîner à la Maison Blanche avec Trump) mais dans le même temps, il veut se présenter comme « l'ami du peuple », pas celui des travailleurEs, des chômeurEs et des retraitéEs, bien sûr. Il ne faut sous-estimer ni l'habitude de l'individu, ni sa résolution et celle de ceux qu'il représente. D'où la nécessité de démasquer et mettre en échec sur le terrain de la lutte des classes ce populisme à la mode château de Versailles et costume sombre.

Henri Wilno

**LES ÉLECTEURS DE MACRON COMMENCENT À AVALER LEURS BULLETTINS DE VOTE**

CHARMAG

**RETRAITES Préparation du chantier de démolition**

Les consultations entre le Haut commissaire à la réforme des retraites et les « partenaires sociaux », qui ont commencé en novembre dernier et ont repris dans la deuxième quinzaine d'avril, devraient se dérouler jusqu'à l'été 2019. Initialement, le calendrier devait être plus ramassé, mais l'issue incertaine des mobilisations en cours a conduit le gouvernement à l'étaler.

En dressant le tableau le plus noir possible, le gouvernement vise à rendre son projet incontournable tout en s'assurant du soutien de certaines organisations syndicales. Déficit, manque de transparence, inégalités... sont les arguments justifiant une « réforme systémique » par laquelle Macron prétend instaurer un système universel où « un euro cotisé donne les mêmes droits, quel que soit le moment où il a été versé, quel que soit le statut de celui qui a cotisé ».

**De la solidarité...**

Dans le système actuel, par répartition, les pensions sont payées grâce aux cotisations vieillesse prélevées sur la masse salariale, et immédiatement reversées aux retraitéEs. Il est à « prestations définies », c'est-à-dire qu'il garantit un niveau de pension déterminé. L'existence de pensions de réversion, du minimum retraite, de la prise en compte des périodes de maladie, d'éducation des enfants ou de chômage, de l'invalidité, de la pénibilité du travail, accentue la solidarité. Ces solidarités représentent 20% des retraites et concernent 9 femmes sur 10. Sans cette solidarité, les pensions des femmes seraient inférieures de 25%. Ce système a sorti



CHARMAG

les retraitéEs de la pauvreté en moins de 30 ans : ils étaient 28% à vivre en dessous du seuil de pauvreté en 1970, ils n'étaient plus que 4,7% en 1997.

**... à l'individualisation**

La réforme Macron reposerait totalement ou en partie sur un système par comptes notionnels ou par points. Des systèmes cousins qui consistent en une accumulation de points ou d'euros par les cotisations de chaque salariéE. Les valeurs d'achat et de service (pension) des points sont décidées au fil de l'eau. Avec le

compte notionnel, le montant de la pension serait fonction de ce capital virtuel en prenant en compte l'âge du départ en retraite et l'espérance de vie à cet âge de la génération à laquelle appartient le salariéE. Comme le dit le Conseil d'orientation des retraites, « un assuré bénéficie, au moment de la liquidation de ses droits à la retraite, d'un montant de pension d'autant plus élevé que la période de retraite sera courte ou que le montant de la pension sera faiblement revalorisé ». Un système qui tend à faire du départ

à la retraite un choix individuel et non un choix de société.

**Contre le dialogue social, la mobilisation**

Cette réforme s'inscrit dans la logique de libéralisation de l'économie et de réduction des droits sociaux. Ces systèmes nient toute solidarité en n'accordant aucun droit si 1 euro n'est pas cotisé, et ne peut fonctionner qu'en transférant aux pouvoirs publics la responsabilité de financer la solidarité, décidée par les politiques, payée par l'impôt. Pour garantir notre système de retraite, il ne saurait être question de baisse des pensions, d'allongement de la durée de cotisation, de cotisations définies, d'épargne capitalisée. Il faut que le travail soit partagé, entre toutes et tous. Les consultations engagées risquent de déboucher sur des diagnostics plus ou moins communs. La place laissée aux organisations syndicales dans la gouvernance sera aussi l'enjeu de tractations. Quand le secrétaire général de la CGT réaffirme la nécessité d'un dialogue loyal, nous défendons l'idée que seule la construction du rapport de forces sera à même de faire reculer le gouvernement.

Robert Pelletier

**À** Mytilène, les arrivantEs sont de plus en plus nombreux à être bloqués, retenus notamment dans un de ces honteux centres de rétention (hotspot), le sinistre camp de Moria, prévu pour 3500 personnes et où s'entassent 5000 personnes au minimum. La situation y est tellement épouvantable que des révoltes y ont éclaté, entre autres à l'automne 2016. Ces derniers jours s'est d'ailleurs ouvert le procès de 35 réfugiéEs, accusés d'avoir dirigé en juillet 2017 des manifestations de protestation. La solidarité locale et internationale est importante pour éviter à ces personnes, déjà persécutées, d'être condamnées à des années de prison ou à l'expulsion.

### Situations d'urgence absolue

Ces derniers temps, les arrivées incessantes de réfugiéEs ont abouti à des situations d'autant plus terribles que le gouvernement Syriza-Anel, empêché d'organiser les départs vers les autres pays d'Europe qui ferment leurs frontières aux réfugiéEs, ne permet pas pour autant que les réfugiéEs partent pour d'autres régions de la Grèce. Il y a donc des situations d'urgence absolue sur certaines îles : installation dans des lieux sans abri, sans équipements sanitaires, ce qui rend le travail de solidarité encore plus difficile. Une situation malheureusement propice à toutes les exploitations racistes... Sur l'île de Chios, c'est le maire de la principale ville qui a pris la tête de la campagne anti-réfugiéEs. À Mytilène, l'extrême droite a construit peu à peu ses interventions racistes, jusqu'à frapper un grand coup dans la soirée du dimanche 22 avril.

### Opération ultra-violente de l'extrême droite

L'opération a été minutieusement préparée par différents secteurs de la peste brune : 200 petites frappes regroupées par un Mouvement

## GRÈCE Déchaînement criminel raciste sur l'île de Mytilène

*L'île de Mytilène (également connue sous le nom de Lesbos) fait partie de ces îles grecques très proches des côtes turques sur lesquelles débarquent chaque jour les réfugiéEs qui ont eu la « chance » d'échapper aux massacres, puis aux naufrages ou à la reconduite en Turquie. Une île aux traditions d'hospitalité, dont la population a organisé toutes ces années une formidable chaîne de solidarité : de jour comme de nuit, des équipes veillaient sur les côtes pour recueillir et convoier les réfugiéEs le plus souvent épuisés. Mais l'accord infâme intervenu en mars 2016 entre l'Union européenne et la Turquie, bloquant le passage des réfugiéEs ou les contraignant à rester dans le lieu d'arrivée en Europe, a produit comme on pouvait le craindre des effets délétères.*



patriotique de Mytilène, par les nazis de Chryssi Avgi (Aube dorée), visiblement renforcés depuis Athènes, les hooligans de plusieurs équipes de foot... Cette bande a chargé les 150 réfugiéEs regroupés avec des militantEs de la solidarité sur la place Sapphos (Sapho) à coups de bouteilles, de pierres, de fusées éclairantes, blessant de nombreux réfugiéEs. Pour se protéger, ils n'avaient que des couvertures à placer sur leurs têtes, et c'est par une chance inouïe qu'on ne compte aucun mort.

La police, placée entre les réfugiéEs et les fascistes, a laissé faire, intimant l'ordre aux réfugiéEs et à leurs soutiens de se taire s'ils voulaient être protégés ! Et cela a duré ainsi plusieurs heures, jusqu'au moment où la police a fini par intervenir, arrêtant... des réfugiéEs et des militantEs solidaires, tandis qu'aucun agresseur n'était inquiété.

### Responsabilités multiples

Cela a provoqué une tempête de réactions, la droite s'abstenant seule de prendre position pour

mieux couvrir son cours actuel d'appel du pied aux électeurs d'extrême droite... Le ministre de la Politique migratoire a déclaré inacceptable que les fascistes n'aient pas été arrêtés et, sur Mytilène, la population est choquée. Mais les conditions restent réunies pour que de tels événements se reproduisent. D'où l'urgence de punir les auteurs des agressions racistes et de voir procéder à une enquête sur les consignes données à la police ce dimanche soir.

Mais plus globalement, comme le souligne la gauche anticapitaliste Antarsya, sont aussi responsables les autorités municipales et régionales, les cadres locaux de la droite, mais aussi des dirigeants des médias locaux qui diffusent le venin raciste. Et au-delà, le gouvernement Syriza-Anel, qui se conforme fidèlement à l'accord raciste entre Turquie et UE, porte bien sûr une lourde responsabilité dans la montée des tensions racistes. Pour arrêter cette dérive inquiétante, la rupture avec cet accord conclu sur le dos des réfugiéEs est plus que jamais indispensable !

À Athènes, A. Sartzekis

## 1<sup>ER</sup> MAI Journée internationale des travailleurEs

*Le 1<sup>er</sup> Mai est une journée internationale, et des rassemblements et manifestations ont eu lieu aux quatre coins de la planète. Quelques exemples significatifs.*

### Contre Duterte aux Philippines

À Manille, capitale des Philippines, ce sont des milliers de salariéEs qui ont défilé à l'occasion du 1<sup>er</sup> Mai. Principales revendications : la fin des « contrats d'emploi à court terme », qui permettent aux entreprises de traiter les travailleurEs comme des kleenex, et que Duterte avait promis, lors de sa campagne électorale, de supprimer ; des hausses de salaires, dans un pays où règne une extrême pauvreté ; l'arrêt de la répression antisyndicale, les patrons font régulièrement appel à des milices privées pour briser les piquets de grève. Un dragon géant, à l'effigie de Duterte, a été brûlé.



### Répression en Turquie

La dérive autoritaire du régime d'Erdogan se confirme, avec de nombreuses manifestations interdites et des dizaines d'arrestations. Selon l'AFP, ce sont au moins 84 personnes qui ont ainsi été arrêtées à Istanbul, où certains quartiers ont subi un véritable état de siège : « l'accès à la place Taksim, dans le centre-ville, était ainsi entièrement bloqué mardi par des cordons de police. Les autorités ont également bloqué l'accès à l'avenue Istiklal, la principale rue commerçante et piétonnière de la ville, qui fut le théâtre de défilés d'opposants. Les partisans de l'opposition qui ont tenté de rejoindre la place Taksim ont été arrêtés sans ménagement, certains plaqués au sol par la police. Selon l'agence Anadolu, 26 000 policiers étaient mobilisés mardi à Istanbul, appuyés par trois hélicoptères, 85 camions avec des canons à eau et par 67 véhicules blindés. »

### Pour des augmentations de salaires en Corée du Sud

Entre 10 000 et 15 000 personnes ont manifesté à Séoul, à l'appel de la Confédération coréenne des syndicats. Les slogans portaient notamment sur les augmentations de salaires, avec la revendication d'un salaire minimum à 7,80 euros de l'heure (contre 6 euros actuellement), ainsi que sur la titularisation des travailleurs précaires. Les manifestantEs demandaient en outre au gouvernement d'abandonner ses plans de restructuration dans les industries navale et automobile, ainsi que des mesures contre les conglomérats qui dominent l'économie de la Corée du Sud.

### Manifestation interdite en Iran

L'Iran a récemment connu, en décembre-janvier dernier, une vague de protestations contre les politiques économiques et sociales de la présidence Rohani, et la colère n'est pas retombée malgré la répression. Face à un gouvernement qui ne cherche aucun « compromis social » et qui laisse faire, quand il ne l'organise pas lui-même, la chasse aux syndicalistes, des organisations d'ouvrierEs et d'enseignantEs s'étaient donné rendez-vous pour manifester le 1<sup>er</sup> Mai à Téhéran. Le rassemblement a été interdit par les autorités, et au moins six personnes ont été arrêtées. L'agence de presse iranienne Inna rapporte qu'il s'agissait de revendiquer « une vie digne avec un emploi sûr et le bien-être minimum » et que les manifestantEs, malgré l'interdiction, étaient « nombreux ». Difficile de rassembler davantage d'information à l'heure où le pouvoir iranien poursuit sa fuite en avant répressive, avec le bannissement, au nom de la « sécurité nationale », de la messagerie Telegram, réseau social le plus populaire du pays avec 40 millions d'utilisateurEs (soit unE IranienE sur deux).

## AFRIQUE DU SUD

# Présidence Ramaphosa : une rupture ?

*Nous publions des extraits d'un éditorial de l'Alternative Information and Development Center, organisme sud-africain, créé en 1996, spécialisé dans les questions de développement, d'environnement et de justice sociale (traduction JS).*

**L**e nouveau président sud-africain, Cyril Ramaphosa, est allé au contact du peuple à l'occasion de bains de foule matinaux dans les townships de Johannesburg et du Cap. Une pratique qui n'était pas celle de son prédécesseur évincé, Jacob Zuma. Assistons-nous à un réel changement de direction de l'ANC, ou s'agit-il d'une simple transformation cosmétique ? L'intense bataille de factions au sein de l'ANC n'était-elle qu'une prise de bec entre deux factions du capital, qui ne concerne pas les classes populaires ? [...] Les questions sont multiples à l'occasion des premières semaines de la présidence de Ramaphosa. Mais elles tendent à se réduire à une seule question globale : y a-t-il vraiment un quelconque changement ?

### Continuité économique

La situation de crise structurelle de l'économie sud-africaine ne changera pas fondamentalement avec la présidence Ramaphosa. Ce



Cyril Ramaphosa © WIKIMEDIA COMMONS

dernier a clairement annoncé qu'il était fermement attaché au vieux complexe « minéraux-énergie-finances ». Gagner des dollars en extrayant des minéraux du sol et en les exportant. Cette stratégie a échoué au cours des 25 dernières années. Lorsque le secteur des matières premières est au plus haut, les actionnaires se remplissent les poches. Lorsqu'il est au plus bas, les travailleurs contractuels perdent leur emploi,

et les emplois « permanents » diminuent, en attendant une prochaine amélioration. [...] Ce n'est pas une stratégie pour créer des millions d'emplois. Et nous avons besoin de millions d'emplois. En outre, cette stratégie rend l'économie sud-africaine extrêmement vulnérable aux aléas de l'économie mondialisée, elle-même confrontée à de profonds problèmes structurels et peut-être à l'aube d'une nouvelle guerre commerciale. [...]

### Austérité

Le récent budget, présenté quelques jours après l'investiture, témoigne [certes] de changements – mais pour le pire. Il s'agit essentiellement d'un budget d'austérité. Et l'austérité signifie une chose : une offensive contre les conditions de vie de la classe ouvrière et des pauvres. Ce ne sont pas les classes moyennes et les riches qui sont les principaux bénéficiaires du secteur public. Par exemple, l'industrie de l'enseignement privé se développe à vitesse grand V en Afrique du

Sud, et l'un des groupes, Spark Schools, revendique maintenant d'offrir un enseignement privé moins cher que les écoles payantes du secteur public. [...]

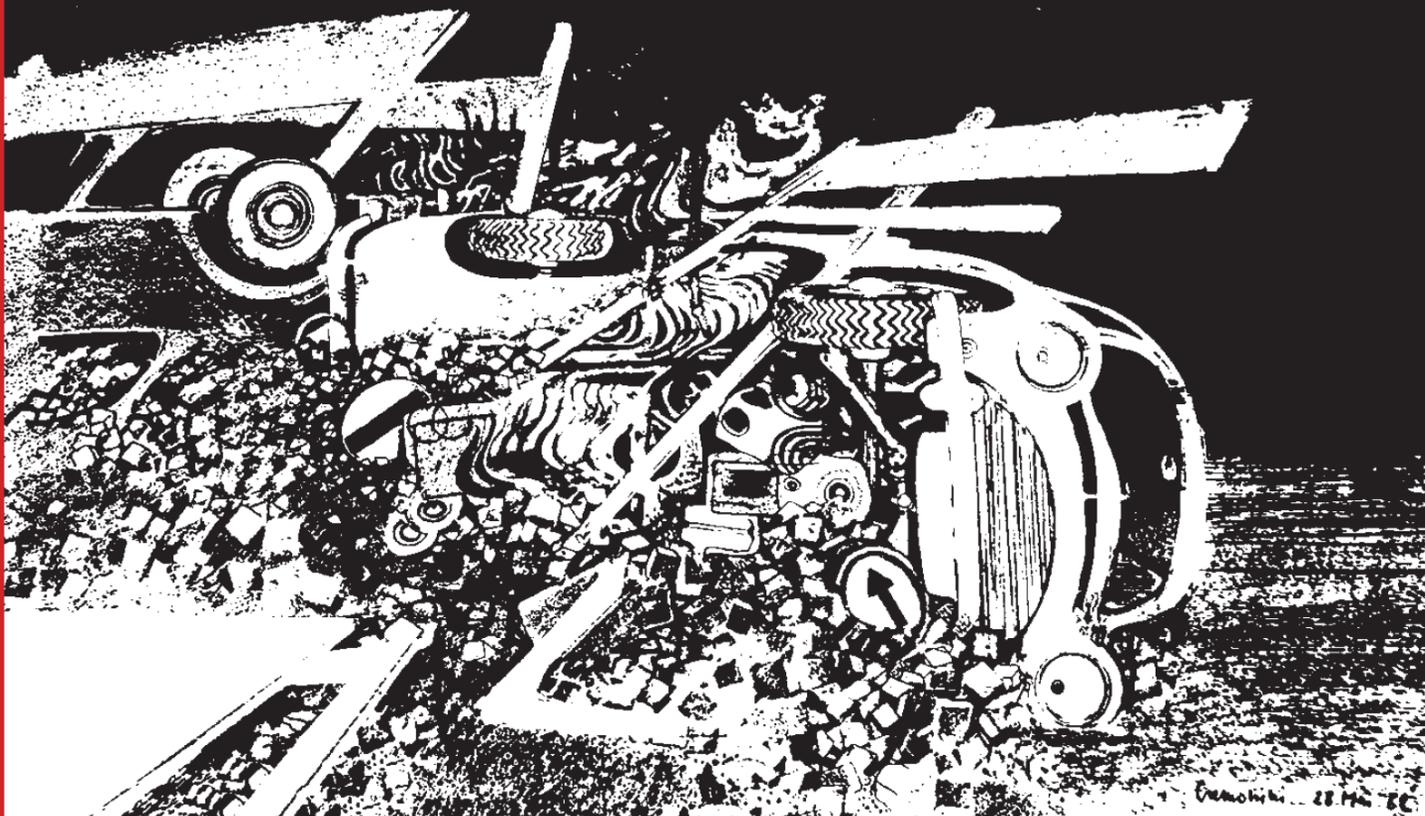
Le seul changement sera une tentative d'améliorer les services étatiques et paraétatiques, notamment en direction des industries d'extraction. Ramaphosa a gagné des milliards grâce à ses actifs miniers. C'est pourquoi, en tant que représentant du capital extractif, il souhaite une électricité bon marché pour ses mines. Il veut également des services ferroviaires et portuaires efficaces et bon marché pour acheminer les minéraux sur des bateaux et à l'étranger. Pour le dire crûment, la faction de Zuma gagnait son argent en pillant les entreprises publiques, et la faction de Ramaphosa gagne le sien en les utilisant le plus efficacement possible. [...]

Nous devons continuer à construire un mouvement populaire pour une alternative stratégique viable, fondée sur une transition vers des énergies renouvelables et socialisées, et sur le droit des communautés locales à dire non à l'extractivisme.

Version intégrale (en anglais) sur <http://aidc.org.za/ramaphosa-implications-left/>

**3 MAI 1968**

# QUAND L'ÉTINCELLE ÉTUDIANTE A MIS LE FEU À LA PLAINE



**L**e 3 mai 1968, sur demande du recteur, les forces de police pénètrent dans la Sorbonne pour évacuer plusieurs centaines d'étudiantEs réunis dans la cour. Plusieurs d'entre eux sont arrêtés. La nouvelle se répand comme une traînée de poudre, et des manifestations spontanées éclatent dans le Quartier latin, qui vont culminer le 10 mai avec la « nuit des barricades ». Quelques jours plus tard, la France connaît le plus grand mouvement de grève de son histoire.

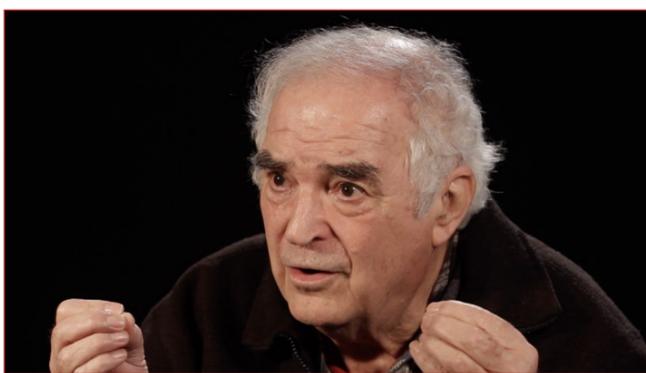
Retour sur ces premières journées de mai avec des acteurs et actrices des événements parisiens. Les paroles rapportés ici sont extraites de la série d'interviews « Mai 68, tout changer », produites et réalisées par le NPA, progressivement mises en ligne depuis le 16 avril à l'adresse : <https://npa2009.org/mai68>. Propos recueillis par Jean-Marc Bourquin, Florent Michaux, Tarik Safroui, Julien Salingue et Frédéric Speelman.

## « MAI 68 A ÉTÉ UNE RAMPE DE LANCEMENT POUR NOUS »

Pierre Rousset, 22 ans, étudiant à Paris, membre de la JCR

**L**a question de savoir dans quel milieu social ou à quelle occasion mai 68 a commencé me paraît sans raison. Mai 68 est le produit d'une crise globale, et mondiale. C'est l'heure des guerres et des révolutions, avec notamment l'escalade américaine au Vietnam, la plus terrible escalade qui ait jamais eu lieu. C'est le gaullisme en France, avec la chape de plomb morale à connotation catholique contre laquelle on se révolte. C'est le caractère insupportable de la condition ouvrière dans les entreprises, qui se manifeste dans la période précédant mai 68 avec une série de grèves, notamment de la jeunesse ouvrière dans la région de Caen... On avait noté les grèves ouvrières, on avait vu la jeunesse ouvrière qui entraînait en action. Et on s'était dit que l'étincelle étudiante pouvait mettre le feu à la plaine. Mais Grimaud, le préfet de police de l'époque, qu'on avait en face, était malin, et l'affrontement avec la police, qui pouvait être selon nous cette étincelle, nous a été longtemps refusé. Et quand arrive le mois de mai, on est tous là à se dire que c'est le moment des examens, qu'il faut quand même qu'on essaie de les préparer, et que le feu à la plaine, ce n'est pas pour aujourd'hui : avec les examens, les étudiants vont rentrer dans le rang, et ça sera pour l'automne.

Donc moi, le 3 mai, je vais à la Sorbonne pour... chercher un polycopié ! Pour essayer de préparer



mes examens en catastrophe. Je vois dans la cour de la Sorbonne un petit meeting qui se tient, je m'arrête, je regarde, et là... le recteur appelle la police, la police rentre et nous embarque dans le panier à salade. Le bruit court partout, les étudiants se mobilisent : « Libérez nos camarades ». Je trouve que c'est une jolie histoire : je fais partie de ceux qui ont été arrêtés dans le panier à salade du 3 mai parce que j'allais chercher un polycopié, et pas du tout parce que je faisais une activité politique ! Je trouve que c'est intéressant : on avait compris le rapport qui pouvait se constituer entre un affrontement étudiants-policiers et une situation sociale qui était devenue explosive, mais le moment où cela s'est passé, et l'occasion où cela s'est passé, ça a été un hasard complet, dû à l'infinie bêtise du recteur. Donc c'est comme ça que les choses ont commencé en mai. Et

après, ça a été un développement qu'on n'aurait jamais pu prévoir... Moi j'avais 22 ans, et on se retrouve, même si ce n'est pas la seule cause, à être le déclencheur de la plus grande grève que la France ait connue à l'époque... Alors bien sûr ensuite on perd la main, ça nous échappe, on ne pèse plus sur l'événement, on fait ce qu'on peut, mais on ne pèse plus. Mais vous imaginez ce que cela peut être comme lancement d'une activité militante ! 68 a été une rampe de lancement pour nous : une expérience politique extraordinaire, qui nous apprend à penser, à lire l'événement. Vivre cela au début de son activité militante, c'est quelque chose de vraiment précieux, c'est une grande chance, sans même parler de l'énergie militante qui s'est alors dégageée, qui a été extrêmement porteuse.

## « CELA A ÉTÉ LE BAPTÊME DU FEU DANS TOUS LES SENS DU TERME »

Josette Trat, 22 ans, étudiante à Paris, membre de la JCR

**L**e 3 mai 1968, quand la police est entrée dans la Sorbonne pour arrêter les étudiants qui étaient dans la cour à écouter un meeting avec les étudiants de Nanterre, ce qui a été le point de départ de toutes les manifs ensuite, j'étais chez mes parents, en banlieue, car j'avais décidé de préparer mes partiels. Mais lorsque j'ai entendu à la radio ce qui était en train de se passer, j'ai suspendu mes révisions et je me suis précipitée à Paris où il y avait, le lendemain, une grande assemblée générale de la JCR pour faire le point sur ce qui s'était passé et pour essayer de réfléchir aux initiatives à prendre. Donc à partir de cette date, j'ai arrêté mes révisions et je me suis mise à 100 % dans la mobilisation, étudiante d'abord,

et politique au sens plus large du terme ensuite. J'ai donc participé à ce que l'on a appelé la nuit des barricades, le 10 mai, et je dois dire que j'en garde un souvenir très mitigé... Suite au 3 mai et à l'intervention de la police, la Sorbonne était fermée, et donc toutes les manifestations, dans les jours qui ont suivi, arrivaient au Quartier latin pour demander l'ouverture de la Sorbonne. Tous les jours, c'était donc la même chose, ça se terminait en affrontement avec la police, et ça tournait un peu en rond. Donc le 10 mai, il a été décidé que cette fois-ci, on ne se disperserait pas, on resterait sur place, et... on verrait. Il y avait donc un grand point d'interrogation, et je dois dire qu'à l'idée d'occuper le Quartier latin avec

toutes les forces de police qui nous entourent, je n'étais pas très fière... Mais je faisais confiance à mes camarades, même si quand ils nous disaient « Mais il y a eu la Commune », je dois dire que ça ne me donnait pas tellement envie de rester. Je me demandais : mais qu'est-ce qu'ils veulent faire ? Je suis restée, j'étais disciplinée. Il y avait des étudiants très enthousiastes, qui se passaient les pavés, etc., moi pas du tout. J'étais là, je prenais mon mal en patience, je me disais que ça allait bien s'arrêter à un moment ou à un autre, mais sur le moment je ne comprenais pas le sens de la manœuvre. Aux autres manifs, je n'étais pas particulièrement inquiète, mais là c'était différent : je ne comprenais pas ce qui se passait, et surtout ce qu'on voulait obtenir en faisant ça. A posteriori on se dit que ce n'était pas bête, même si c'était à quitta ou double : il y a eu une confrontation et une épreuve de force politique, qui a obligé tout le champ politique à se positionner par rapport à la mobilisation étudiante, etc. C'est là où on peut sentir la différence entre des militants qui avaient une certaine pratique politique, qui connaissaient la manière dont peut se nouer un rapport de forces politico-symbolique, et les autres. Moi je n'avais aucune expérience de ce type, et je dois dire que cela a été le baptême du feu dans tous les sens du terme.



## « C'ÉTAIT ASSEZ FOU COMME AMBIANCE, ASSEZ JOYEUX MÊME »

Fabienne Lauret, 17 ans, lycéenne à Paris

**E**n mai 68, j'étais lycéenne. Mon lycée était un lycée de filles, et les lycées de garçons d'à côté sont venus, début mai, pour essayer que les lycéennes rejoignent le combat. Moi j'étais emballée par ce qui se passait, on sentait bien que quelque chose d'extraordinaire se passait avec le mouvement étudiant, au Quartier latin.

Dans mon lycée, j'étais parmi celles qui étaient animatrices, et qui ont tenté de mettre en grève toutes les élèves. C'est parti assez vite, on avait des professeurs qui nous soutenaient, on organisait plein de choses, on discutait de tout, on faisait des commissions, sur la pédagogie, sur la discipline. La question de la discipline était très importante, on en avait ras-le-bol d'avoir des interdits : il fallait qu'on mette des blouses, c'était rose une semaine et beige l'autre semaine, on n'avait pas le droit de mettre des talons hauts, des pantalons, des mini-jupes, pas le droit de se maquiller...

Au bout de 3-4 jours, la direction a fermé le lycée, et donc du coup mes copines restaient chez elles et je me suis retrouvé un peu toute seule. Alors je me suis rendu au Quartier latin, car mon copain était lycéen à Henri IV, et j'ai suivi tout ce qui se passait dans le lycée. Il y avait des discussions sans fin, au cours desquelles j'ai appris beaucoup de choses.

Il y avait des manifestations quasiment tous les jours, on



© NPA

protestait contre le fait que les étudiants avaient été arrêtés à la Sorbonne. Et c'est comme ça que j'ai participé à la nuit des barricades au Quartier latin. Avec mon compagnon, j'ai participé aux chaînes pour déparer les rues, porter les pavés et construire des barricades. C'était assez fou comme ambiance, assez joyeux même, mais au bout d'un moment il y a quand même les CRS qui sont arrivés. Ils n'étaient pas harnachés comme aujourd'hui, mais ils étaient quand même assez impressionnants, assez violents, et au bout d'un moment je me suis enfuie comme pas mal de gens. Le matin, quand je me suis réveillée, j'étais un peu groggy, et quand je suis sortie dans les rues, j'ai vu les voitures brûlées,

les grilles d'arbres arrachées, les barricades un peu partout... C'était impressionnant. Ce qui s'est passé cette nuit-là, la répression, a choqué beaucoup, il y a eu beaucoup de jeunes qui ont été arrêtés, mis en garde à vue, et du coup il y a eu une réaction des syndicats, qui ont appelé à une grande manifestation le 13 mai. Cette manifestation était importante pour l'ensemble du mouvement, c'était une très grosse manifestation et, enfin, les syndicats soutenaient clairement le mouvement étudiant. C'était la première fois que je participais à une aussi grande manifestation, et la première fois que je manifestais avec les syndicats, c'était vraiment le tout début de ma politisation.

## « IL Y AVAIT UNE TELLE COMPLICITÉ ENTRE LES GENS, ÇA PARAÎSSAIT MERVEILLEUX »

Alain Pajolat, 20 ans, salarié de la BNP à Paris

**E**n mai 68, je bosse depuis un an dans une grande banque, la BNP à Barbès. C'est une grosse boîte, il y a 6000 personnes dans le bâtiment, et il y a un PC qui est extrêmement fort, avec 5 ou 6 cellules dans la boîte, et qui contrôle la CGT. Il y a aussi quelques gauchistes, à FO et dans la CGT, et quelques libertaires, et donc des idées politiques qui circulent.

Mais moi ce qui m'intéressait le plus, au début du mois de mai, c'est ce que j'entendais à la radio : on savait que ça chauffait au Quartier latin, des facs en ébullition, des manifestations spontanées, des étudiants qui s'organisent, et on était attirés par ce qui s'y passait. Ça voulait dire que pour une fois il y avait quelque chose d'un peu sérieux qui se développait.

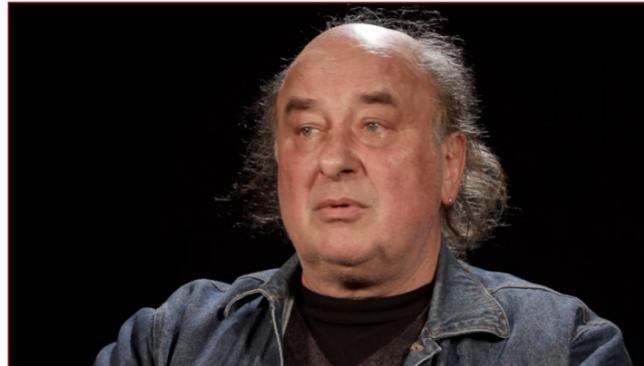
Il faut comprendre que le Quartier latin était, pour les gens qui habitaient Paris, un lieu particulier, très culturel. Il y avait des ciné-clubs, des salles d'art et d'essai, etc. Il y avait une espèce de liberté culturelle qui n'existait pas dans les autres quartiers de Paris. On est donc déjà attirés par le Quartier latin, et là encore un peu plus avec tout ce qui s'y passe. Et là, début mai, je m'y suis rendu avec des potes. Donc le soir il y a des affrontements avec la police et, dans la journée, il y a de très grosses manifestations, le bras de fer avec le rectorat, avec les étudiants qui exigent le départ des forces de police comme préalable à toute négociation, etc.

Et puis il va y avoir la fameuse nuit des barricades, où je vais me retrouver : bagarre gigantesque avec les flics, des arbres sont coupés sur le

boulevard Saint-Michel, un cinéma est dévasté pour faire des barricades avec les rangées de sièges... Une violence collective que je n'aurais jamais imaginée.

Les barricades et les manifestations ne se sont pas concentrées exclusivement dans le Quartier latin. Je fréquentais beaucoup le 18<sup>e</sup> arrondissement, car c'était là où je bossais, et il y a eu plusieurs soirées, plusieurs nuits, avec des manifestations spontanées, et des barricades. Dans ces manifestations, il y avait surtout des jeunes, pas des étudiants, des jeunes qui venaient de banlieue, des jeunes ouvriers, qui venaient pour en découdre avec les flics et qui construisaient des barricades. Les mots d'ordre étaient essentiellement contre les flics et contre De Gaulle.

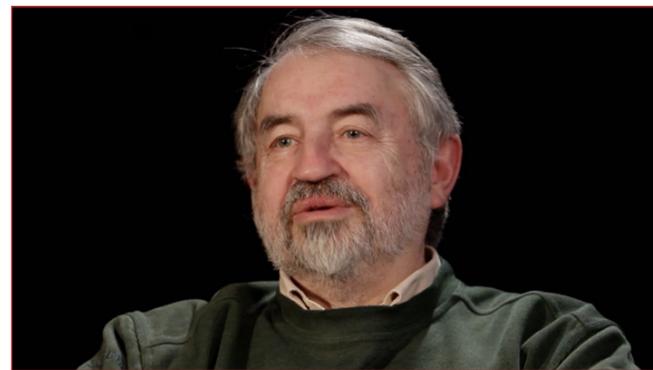
Tous ces événements c'était fantastique. Pour moi c'était inimaginable qu'on puisse foutre sur la gueule aux flics de façon collective, sans avoir peur. Il y avait une telle complicité entre les gens, ça paraissait merveilleux. Moi j'avais l'impression de découvrir le monde. Et à tout ça s'ajoutaient toutes les frustrations, à tous les points de vue, que le gaullisme nous avait imposées dans les années précédentes, et là on se disait : on peut faire sauter tout ça. J'ai compris à ce moment-là que quand on veut, quand on est nombreux, quand on est déterminés, on peut tout faire.



© NPA

## « CE QUI PARAÎSSAIT INVRAISEMBLABLE PEU DE TEMPS AVANT DEVIENT D'UN SEUL COUP NATUREL »

Pierre B., 20 ans, étudiant à Paris



© NPA

**E**n 1968, j'étais l'étudiant sage, travailleur, je suivais les cours, je préparais les examens, etc. Le lundi 6 mai, je croise une manifestation rue des Écoles, et là j'apprends que nos camarades, les représentants étudiants ont été arrêtés, et que les flics sont entrés dans la Sorbonne. Et là, comme beaucoup d'autres, je ressens un sentiment d'injustice, je me dis qu'on ne peut pas laisser faire ça, et donc j'ai participé aux manifestations qui ont eu lieu, tous les jours, le mardi, le mercredi, le jeudi.

Le jour qui m'a vraiment marqué, mon plus grand souvenir, c'est le vendredi 10 mai. Comme le gouvernement ne cédaient pas,

les représentants étudiants ont décidé qu'on allait occuper la rue, encercler la Sorbonne. Ça me paraissait normal, une bonne chose à faire. J'ai donc passé une partie de la journée, de la soirée, au Quartier latin. On occupait, les choses n'avançaient pas, et peu à peu des pavés ont commencé à être détachés de la rue, et je me suis mis naturellement à faire la chaîne pour transporter les pavés et pour construire les barricades. Première leçon que je tire de ce jour-là : des choses que je n'aurais pas imaginées quelques jours avant se produisent, et cela se passe naturellement. Ce qui paraissait invraisemblable peu de temps avant devient d'un seul coup naturel, une réponse normale, le tout

dans une atmosphère de camaraderie, de fraternité... Et avec le soutien de la population dans les immeubles qui, comme il y avait beaucoup de gaz lacrymogène, jetaient des draps, de l'eau, pour que les étudiants puissent se protéger. C'était quelque chose de très fort. Et même si je ne m'en rendais pas forcément compte sur le moment, cela montre qu'il y a des moments où les choses basculent.

Les choses se sont prolongées pendant la nuit, la police est intervenue. Et pour la première fois, je découvre cette violence de la police. C'était la première fois que je voyais la police qui intervenait, qui envoyait des grenades lacrymogènes, mais aussi des grenades explosives, offensives, etc., sur des gens qui demandaient simplement qu'on libère leurs camarades. Car c'était bien ça notre mot d'ordre : « Libérez nos camarades ! » La répression a été violente, et s'est poursuivie longtemps, puisqu'ils pourchassaient les gens qui s'étaient réfugiés dans des appartements, etc. J'y ai échappé en allant me réfugier dans une chambre de l'École normale supérieure jusqu'à l'après-midi. C'est le deuxième basculement pour moi : je n'ai plus jamais eu le même rapport avec la police, j'ai été marqué sur ce qu'est la police, ce qu'est l'État.



CHARMAG

## COLLOQUE

## « 1968-2018 : les Mais des féministes »

Le 5 mai, de 9h30 à 18h30 à la mairie du 4<sup>e</sup> arrondissement de Paris.

Le 5 mai se tiendra à Paris un colloque sur le thème : « 1968-2018 : les Mais des féministes... Luites des groupes femmes d'entreprises et des commissions syndicales ». Le 5 mai, ce sera aussi le rendez-vous de celles et ceux qui, après le 1<sup>er</sup> Mai, souhaiteront à nouveau descendre dans la rue pour « faire la fête à Macron ». Mais voilà, le colloque préparé depuis janvier dernier ne pouvait être reporté faute de salle. Et nous vous invitons vivement, les jeunes féministes tout particulièrement, à participer à ce colloque qui leur fera découvrir les actrices directes de ce mouvement dans les entreprises, dont on parle si peu. Une occasion rare.

## Entendre une parole souvent négligée

Comme on le sait, le mouvement féministe de la « deuxième vague » n'est pas né en 1968 (même si il y avait déjà des féministes à cette date), mais à la suite de ce grand mouvement social et de la plus grande grève générale qui ont ébranlé le pouvoir gaulliste et créé une vague de contestation profonde de l'ordre établi dans les différentes sphères de la société. Pour les organisatrices du colloque, il ne s'agit pas de commémorer un anniversaire, mais de « célébrer » une « FILLiation », en s'intéressant à l'émergence du féminisme et tout particulièrement à ces femmes qui ont participé à la grève de 1968 et à bien d'autres par la suite et qui, dans les années 1970, ont créé, avec beaucoup d'enthousiasme, des groupes femmes et des commissions femmes syndicales dans leur entreprise pour enrainer la lutte féministe sur leurs lieux de travail et dans les syndicats. Elles se sont heurtées très souvent aux résistances de certains militants masculins et aux bureaucraties syndicales.

Ce colloque donnera l'occasion d'entendre la parole longtemps négligée de ces militantes des Chèques postaux, de Renault, de la BNP et du Crédit lyonnais notamment. Ce sont les actrices directes de ce mouvement qui conjuguaient le féminisme et la lutte des classes qui prendront la parole. Ce colloque sera également l'occasion de découvrir des archives, une pièce de théâtre, de voir ou de revoir *la Reprise du travail à l'usine Wonder*, et de discuter de luttes récentes de salariées dans le secteur du nettoyage notamment.

Josette Trat

Pour s'inscrire : <https://bit.ly/2Ge75ac> ou sur le site du Collectif national pour les droits des femmes (CNDF).

1<sup>ER</sup> MAI Mobilisation... et réflexions

À l'image de la météo, on aura eu un 1<sup>er</sup> Mai 2018 de qualité moyenne avec environ 200 000 manifestantEs. Les médias n'en retiennent, pour l'essentiel, que les « violences » en tête du cortège parisien. TéléspectateurEs, auditeurEs et lecteurEs ne sauront rien, ou pas grand chose, des violences policières de Rennes.



Le 1<sup>er</sup> Mai à Marseille. © TWITTER @MOB\_STCHARLES

## Une grande disparité

Ce qui est le plus marquant, c'est l'extrême diversité des situations suivant les villes. Des participations correctes à Nîmes, en Bretagne (600 à Quimper avec également des rassemblements à Pont-l'Abbé, Châteaulin, Rospenden, Quimperlé, Carhaix, Morlaix et Brest), à Lyon (8 000 selon la CGT), à Angers (1 300 personnes auxquelles il faut ajouter plus de 400 autres à Cholet, Saumur et Segré), à Bordeaux (10 000 selon les syndicats), à Toulouse (8 000), Montpellier (3 000), Tarbes (1 000), à Rennes (4 000), 5 000 à Grenoble, 1 300 au Mans, Angoulême (environ 700 personnes), et aussi 200 manifestants à Ruffec – problèmes avec la LGV et la suppression des arrêts de TGV – et 60 à Cognac. Des chiffres un peu décevants à Rouen (1 000) ou Nice avec 2 000 personnes, dans le contexte particulier de la manifestation de l'extrême droite, à Avignon (500, sous la pluie), à Nantes (4 000), Alençon (200), Chambéry (500), 800 à St-Nazaire et 500 à La Roche-sur-Yon.

Si la CGT fournissait généralement le plus gros des effectifs, les militantEs de Solidaires étaient généralement bien



Le 1<sup>er</sup> Mai à Toulouse. © TWITTER @UETOULOUSE



Le 1<sup>er</sup> Mai à Paris. © TWITTER @TCHEMINOTS

dynamisme à Tarbes, Toulouse, Bordeaux ou Rennes.

Même la sociologie était hétérogène. Des jeunes à Rennes, Nîmes, Lyon, Paris. Les cheminotEs étaient présentEs à Nîmes, Quimper ou Lyon mais, dans bien des endroits, le fait que ce n'était pas un jour de grève et l'effet « pont » ne font pas apparaître une forte mobilisation de ce secteur pourtant en lutte.

## Débattre pour amplifier la mobilisation

Et toujours beaucoup d'inégalités dans les présences des « politiques ». Les divisions et les manœuvres de La France insoumise et du PCF au niveau national ont là aussi conduit à une grande disparité dans les rassemblements locaux. Ce qui n'a pas empêché de nombreux débats, notamment sur la question de l'unité, que ce soit à propos de la manifestation de samedi prochain, la « fête à Macron », ou d'initiatives plus locales de soutien aux mobilisations des jeunes ou des cheminotEs.

Au final, le fil qui relie toutes ces manifestations et rassemblements pourrait bien être celui des migrantEs, des immigréEs, des sans-papiers, dont la présence reste une constante des manifestations du 1<sup>er</sup> Mai, au côté des cortèges BDS, kurdes, etc. Une constante qui nous rappelle que le 1<sup>er</sup> Mai, c'est aussi (d'abord) une journée de mobilisation internationale et internationaliste.

L'autre motif de satisfaction réside dans la présence, certes là aussi inégale, du NPA, mais surtout dans l'accueil de notre matériel (tracts, autocollants) et l'attention portée aux nombreuses initiatives en cours et prévues notamment autour du 50<sup>e</sup> anniversaire de mai 1968 ou de soutien aux luttes. Le sentiment dominant qui ressort de cette journée, pour les camarades du NPA, est un mélange d'incertitude sur la capacité des mobilisations en cours à renverser le rapport de forces, une disponibilité aux échanges sur les chemins à (re)tracer pour construire ces mobilisations, les élargir, les faire converger. Autant de discussions qui se poursuivront dans les manifestations du 3 mai et du 5 mai.

Robert Pelletier  
(avec correspondantEs)

présents. FO très inégal et la FSU toujours en faiblesse, avec l'excuse partielle des vacances scolaires. Pour ce qui est de l'ambiance, là aussi beaucoup de disparité. De la morosité à Alençon, Avignon, Chambéry, Rouen. Mais du

## VÉLIB' La grève reprend du service

Bis repetita : après la lutte de l'an dernier suite au changement de marché qui a permis la reprise de nombreux emplois (voir l'Anticapitaliste n°406), le personnel de Vélib' est à nouveau mobilisé depuis le 17 avril. En cause : les conditions sociales de transfert dans la nouvelle société.

Depuis le 17 avril, 85% de la centaine de salariéEs de Smoove, le nouvel exploitant depuis janvier 2018, sont en grève. Ils revendiquent entre autres la majoration à 100% des dimanches et des jours fériés travaillés contre zéro actuellement,

le rétablissement de la majoration de nuit à 45%, contre 10% suite au changement de convention collective, ainsi qu'une véritable politique repas. Soutenus par la CGT et Sud, ils tiennent des piquets sur les deux entrepôts de Villeneuve-la-Garenne et d'Alfortville.

## Manœuvres et provocations de la direction

Pour seule réponse, la direction leur a proposé, après dix jours de conflit, 27 centimes d'augmentation du chèque déjeuner. Elle multiplie depuis les vilénies : embauche d'intérimaires pour faire le travail à leur place, ce qui est illégal (l'inspection du travail a été saisie), recrutement d'étudiantEs sous forme de stage pour aller alimenter les stations en batteries électriques, ouverture de deux centres de travail clandestins... Jorge Azevedo, le président fantôme de Smoove, affiche quant à lui son mépris envers les grévistes dans la presse en déclarant :

« Si à l'époque les conditions du contrat ne leur allaient pas, il ne fallait pas signer. »

Forts de l'expérience acquise lors du conflit de 2017, les grévistes tiennent bon. Alors que les beaux jours arrivent, il s'agit d'augmenter la pression sur la mairie de Paris : elle peut fustiger l'incurie de Smoove quant à la mise en place des stations et à leur électrification, elle doit aussi se soucier du personnel en obligeant son sous-traitant à véritablement négocier, et faire preuve de courage politique comme d'efficacité en municipalisant le service, un choix qui n'a que trop tardé ! LD



© NPA

## FINANCES PUBLIQUES

## Les agentEs entrent en résistance!

Le 22 mars dernier, 39% des agentEs des Finances publiques étaient en grève pour la défense du service public. Du jamais vu depuis 2009. Depuis un peu partout sur le territoire, les mobilisations des agentEs des finances publiques continuent.

À l'appel de l'intersyndicale de la Direction générale des finances publiques (Solidaires, CGT, FO et CFTD), les agentEs étaient appelés à faire grève le 3 mai. Cette journée « DGFIP morte » faisait suite à toutes les

actions locales, y compris de grèves, qui se sont déroulées en avril sur l'ensemble du territoire. La date choisie correspond également à un moment fort aux Finances publiques, celle de la campagne déclarative des revenus, où de nombreux usagerEs

**FORD BLANQUEFORT**

# Convaincre que l'on ne doit pas subir

L'usure de la mobilisation encourage logiquement la direction à tenter de reprendre la main. Après des semaines marquées par un faible niveau de production, traduction d'une forte résistance collective, voilà que Ford est passé à l'offensive. Des cadres, certains plus zélés et moins scrupuleux que d'autres, sont ressortis de leurs bureaux, sentant que le moment de la revanche était venu.

La pression a ainsi été remise sur les salariéEs, un savant mélange dosé de chantage et de menaces, avec un argument osé : si on veut un repreneur alors il faut montrer qu'on est sérieux et professionnel ! Une politique soutenue par le syndicat des cadres qui fait ainsi une volte-face spectaculaire bien que peu surprenante. Ce « syndicat » a trouvé un nouvel adversaire, qui n'est plus la direction de Ford, mais la CGT dont certains délégués sont particulièrement visés, pistés et menacés de sanctions car ils seraient facteurs de démotivation. Ainsi Ford plante un climat social d'une violence perfide.

**Silences et revirements**

Cette politique de remise en ordre vise à imposer une vision inéluçable du départ de Ford, bien aidée il faut le dire par le laisser-faire des pouvoirs publics, qui n'interviennent en aucune manière depuis plusieurs semaines.



© CGT Ford

En effet, nous n'avons plus aucune nouvelle du gouvernement, du préfet et des ténors locaux comme Juppé (Bordeaux Métropole) et Rousset (région). Après le discours « musclé » selon lequel Ford avait trahi et qu'il n'était pas question de la laisser partir, voilà un lourd silence qui ressemble à un début de revirement avec l'acceptation d'un éventuel repreneur.

Le journal *Sud-Ouest* est à la manœuvre, avec sa « une » significative du 23 avril, « Ford : qui va reprendre l'usine ? », juste le lendemain du succès de la journée

de soutien aux salariéEs en lutte (débat-concert du 21). Cet article explique que Ford ne reviendra pas sur sa décision et qu'on va vers une reprise, et le nom d'un des repreneurs potentiels est donné. Sans plus d'information, sans preuve, sans demander aux syndicats, sans personne pour confirmer une telle info, ni le gouvernement, ni Ford, ni le prétendu repreneur...

**Acteurs, pas spectateurs**

Cet article n'est pas neutre, il prépare les esprits au départ inéluçable de Ford, au prétendu moindre mal d'une reprise, à l'idée que l'on n'a pas besoin de se mobiliser : l'usine sera sauvée parce qu'on s'occupe de nous. Ce qui fait du dégât dans la tête des salariéEs comme de la population. Derrière, aucune réaction du gouvernement et des pouvoirs publics.

Tel est le premier obstacle à la réussite de la mobilisation. Tout

est fait pour que l'on subisse les événements, pour que l'on soit spectateurs de notre propre histoire. Il y a bizarrement beaucoup de monde pour nous convaincre qu'il faut rester sage, juste faire confiance aux spécialistes qui sauraient mieux que nous : les dirigeants de Ford, le syndicat des cadres, le gouvernement, une flopée de cabinets, même les médias ...

Alors que c'est exactement le contraire : c'est à nous salariéEs de mener la bataille contre la fatalité, contre les escroqueries comme celle de la multinationale Ford, contre l'irresponsabilité des responsables politiques, contre tous ceux qui nous font de l'intox.

La bataille est rude, mais nous n'avons pas dit notre dernier mot ni réalisé notre dernier exploit. Il nous faut juste reprendre un peu confiance en nous, dans notre force collective.

**Philippe Poutou**

**GENNEVILLIERS**

# À Geodis Calberson, la solidarité ne faiblit pas

La direction de Geodis Calberson, filiale routière privée, et très juteuse, de la SNCF, poursuit avec constance sa répression et son harcèlement contre les délégués CGT du site.

Quinze jours de mise à pied ont été ainsi distribués à quatre d'entre eux la semaine dernière. L'obsession anti-CGT de la direction peut aussi l'aveugler et la pousser à la faute : le 31 mars, elle annulait une procédure de licenciement contre un des délégués, en cours depuis cinq semaines, et lui payait la mise à pied, pour relancer aussitôt une nouvelle procédure avec encore une mise à pied conservatoire... Ce bidouillage ridicule ne masque



© TWITTER NVO

cependant pas la froide volonté d'avoir la peau d'au moins un délégué pour démoraliser militants et salariéEs du site.

**Actions de blocage**

Problème pour ce beau monde, la solidarité est au rendez-vous. Le

20 mars, le site a ainsi été bloqué entre 18 h et 20 h 30, et le 24 avril entre 20 h et 23 h 30. Des blocages qui coûtent à chaque fois très cher. Les chargements et départs des camions sont programmés et minutés avec une marge de dépassement très faible. Les retards

ont alors des répercussions sur tous les réseaux concernés, avec à la clef des pénalités et la colère des clients et sous-traitants.

Les blocages ont été menés par d'autres salariéEs de Gennevilliers, et aussi par des cheminotEs, des postierEs et des étudiantEs venus en nombre. Les huissiers de la direction ont été alors impuissants à relever des noms. Des bonnes claques pour ces patrons de choc, qui leur démontrent qu'ils ne pourront pas réprimer tranquillement.

À l'intérieur de la boîte, ces actions remontent le moral des militants et rencontrent une grande sympathie chez la majorité des salariéEs. Tous les participantEs à ces blocages ont aussi conscience de l'enjeu de la solidarité avec les Geodis alors que Macron veut casser le statut des cheminotEs de la maison-mère.

**Correspondant**

**AIR FRANCE Consultation Janailac : c'est non !**

La lutte sur les salaires à Air France dure depuis maintenant plus de deux mois. Il y a déjà eu 11 journées de grève à l'appel d'une intersyndicale large regroupant tous les syndicats de pilotes, les syndicats d'hôtesse et stewards et, au sol, SUD, la CGT et FO.

Des pseudo-négociations ont été lancées par la direction qui a fini par faire une proposition inacceptable. Il s'agit d'un accord sur trois ans qui anticipe les NAO (négociations annuelles obligatoires) pour les années 2019-2021, et hypothèque ainsi l'avenir salarial des agents d'Air France. Cet accord ne permettrait en rien de rattraper le pouvoir d'achat perdu par les salariéEs au titre de l'inflation depuis 2012, ce qui reste la revendication de l'intersyndicale. Il ne permettrait même pas de compenser l'inflation à venir sur les prochaines années. Et cet accord est bien évidemment soumis à de nombreuses restrictions et notamment une entrave au droit de grève pour les organisations syndicales signataires.

**Référendum-chantage**

Devant le refus des organisations syndicales de signer cet accord pourri, le patron d'Air France, Janailac, lance une consultation interne, supposée lui donner la légitimité de passer en force en cas de vote « oui » des salariéEs. Et il met sa démission dans la balance. Quelle mégalomanie de la part de celui qui est président depuis moins de deux ans, qui n'a pour le moment laissé aucune trace marquante dans la compagnie à part la création de Joon, c'est-à-dire le départ de vols Air France vers une filiale moins-disante socialement...

Cette consultation, qui n'a pour but que de chercher à diviser les personnels, est lancée à grand renfort de propagande patronale interne : nombreux mails « d'explication » de la proposition aux salariéEs, vidéo du PDG, diverses présentations par la direction dans les équipes, affichage partout dans la boîte... L'intersyndicale s'est prononcée pour le « non ». Mais même ainsi réunis les syndicats n'ont pas la même force de frappe que la communication interne d'Air France.

**Au-delà d'Air France**

Il y a là un enjeu qui dépasse Air France : est-ce que ce genre de consultation, qui revient à contourner les syndicats, va se généraliser ? C'est là bien sûr le rêve du patronat et de Macron qui, depuis le début de son mandat, feint la « concertation » pour passer en force sur toutes ses réformes antisociales. Le pouvoir a d'ailleurs choisi son camp en appelant à voter « oui ». Car si le « non » l'emporte, cela posera plusieurs problèmes au gouvernement : une incertitude forte sur Air France, un conflit qui s'envenime et, surtout, une revendication salariale légitime qui risquerait de dépasser les frontières de la compagnie. Les résultats de la consultation seront connus vendredi 4 mai (avec tous les doutes liés à ce vote électronique sans contrôle). En cas de vote « oui », les mouvements continueront quand même, les 3 et 4 mai, puis 7 et 8 mai. Et un vote « non » fragiliserait autant le patronat que le gouvernement.

**Correspondants**

viennent dans nos services. Et cette campagne déclarative, qui est la dernière du genre avant la mise en place du prélèvement à la source, s'annonce au vu des suppressions d'emplois très difficile pour les agentEs comme pour les usagerEs.

**La DGFiP en ébullition**

Depuis avril et partout à la DGFiP des actions se développent sous forme de blocages, de grèves, de distributions de tracts aux usagerEs, d'interpellation des directions locales. Partout, les agentEs se rencontrent en assemblée générale pour discuter, échanger, décider des modalités d'actions. Que ce soit à Paris, où deux sites parisiens ont été fermés au public par les grévistes pendant quatre jours ; dans les Bouches-du-Rhône où les principaux sites des finances publiques ont été bloqués et en grève fin avril ; dans le Nord, dans le

Cher, dans le Val-de-Marne, à Nantes... Partout les agentEs se mobilisent pour défendre leurs missions et leurs emplois. Partout, les agentEs sont dans l'action, la lutte pour rappeler à la direction générale et au gouvernement qu'ils et elles défendent coûte que coûte leurs missions, leurs emplois et plus globalement le service public.

**La défense du service public**

Avant même que les préconisations de Cap 22 soient dévoilées publiquement, les abandons et la privatisation de missions sont d'ores et déjà à l'œuvre au sein de la DGFiP. Et le plus honteux, ces dernières semaines, c'est évidemment le nouveau service proposé par La Poste : l'aide à la télédéclaration sur les revenus pour la modique somme de 39 euros. Une honte car, alors que ce service est gratuit dans

les centres des finances publiques, La Poste a compris qu'au vu des suppressions massives d'emplois (37 000 en dix ans), des fermetures de trésoreries (plus de 400 depuis 2009) et de centres des finances publiques de proximité, il y avait là un marché rentable qui pouvait sans aucun doute intéresser celles et ceux qui ne peuvent plus se déplacer... et qui ont les moyens financiers. À cela s'ajoute la dématérialisation obligatoire qui met encore plus à mal l'égalité de traitement et met de côté toutes celles et tous ceux qui en ont le plus besoin.

C'est contre la casse, le dynamitage du service public fiscal, foncier et cadastral que les agentEs des Finances publiques se mobilisent aujourd'hui. Les suppressions d'emplois, la généralisation de la dématérialisation, les fermetures et fusions de trésoreries fragilisent le service public et



DR

l'éloignent des usagerEs, en particulier dans les zones rurales et chez les plus pauvres. C'est bien l'égalité d'accès au service public

qui est remise en cause. Mais de cela, le gouvernement se contrefiche !

**CorrespondantEs**

**Meetings**

Les prochaines initiatives du NPA à l'occasion des 50 ans de mai 1968

**Jeudi 11 mai La Ferté-Bernard**

À 19h, salle Maurice-Loiseau, avenue du Général-de-Gaulle (face au lycée)

**Lundi 14 mai Caen**

À 20h, salle municipale du Chemin-Vert, 3, rue Pierre-Corneille

**Jeudi 17 mai Louvier**

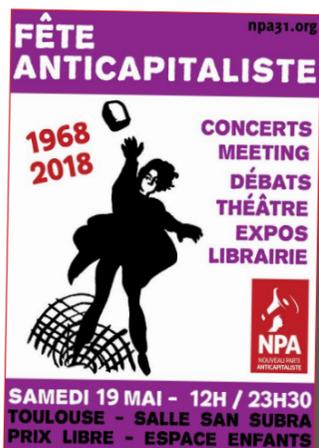
(18h, salle des Colonnes – cour de la Mairie)

**Vendredi 18 mai Montpellier**

Plus d'informations à venir

**Samedi 19 mai Toulouse**

À partir de 12h, salle San Subra

**Mardi 22 mai Bordeaux**

À 20h, Athénée municipal

**Mercredi 23 mai Nantes**

À 20h30, Manufacture (tramway 1, arrêt Manufacture)

**Samedi 26 mai Poitiers**

À partir de 14h, auberge de jeunesse

**Samedi 9 juin Paris**

De 12h à minuit, à la Parole errante, 9, rue François-Debergue à Montreuil, métro Croix-de-Chavaux

**Dans l'unité**

# Des collectifs pour défendre les cheminotEs et les services publics

Depuis plus d'un mois maintenant, le NPA a entrepris une démarche unitaire vis-à-vis des organisations de gauche afin que, malgré nos désaccords, nous parlions d'une seule voix pour affirmer notre soutien aux luttes en cours, notamment à la SNCF, et que nous contribuions à la construction et au développement de la mobilisation. Nous relayons ici diverses initiatives unitaires s'inscrivant dans cette dynamique.

**Paris Meeting de soutien aux luttes**

Malgré un temps exécrable, près de 500 personnes se sont retrouvées le lundi 30 avril, place de la République à Paris, pour un meeting de soutien aux luttes, à l'initiative de diverses organisations politiques : PCF, Génération.s, NPA, EÉLV, Ensemble, Nouvelle Donne, République et socialisme, PCOF, Gauche démocratique et sociale. À la veille du 1<sup>er</sup> Mai, de nombreuses prises de parole ont

eu lieu, à commencer par celles de secteurs en lutte, avec entre autres des représentantEs des cheminotEs, des postierEs, des salariéEs de Carrefour, des personnels hospitaliers, etc. Les porte-parole des organisations politiques sont également intervenuEs, de Pierre Laurent (PCF) à Sandra Regol (EÉLV) en passant par Guillaume Balas (Génération.s) et notre camarade Olivier Besancenot. Olivier a notamment insisté sur la nécessité de ne pas abandonner la boussole de la convergence des luttes et de la

massification de la mobilisation, et souligné, en la regrettant, l'absence de certains, à commencer par La France insoumise, qui avait décidé de ne pas participer au meeting : « Il sera beau ce mois de mai, vous verrez, il sera beau, et ceux qui ne comprennent pas que l'unité est essentielle dans ce conflit, ils reviendront de toute façon, parce qu'ils n'auront pas le choix, parce qu'il n'y a pas de place pour le sectarisme. On a besoin d'une victoire sociale et politique, et cette victoire sociale et politique on va la gagner toutes et tous ensemble. »

**Vienne (86) «À Poitiers aussi, la Fête à Macron»**

Collectif de soutien aux mobilisations sociales 86 (NPA, Ensemble, PCF, Génération.s, Parti de Gauche, groupe local La France insoumise, EÉLV).

« Déjà un an de Macronie. Et toutes les mesures prises par le gouvernement "ni-gauche ni-gauche" vont dans le sens de la destruction des avancées conquises de haute lutte : attaques sur le services public ferroviaire, sur le système de santé et la sécu, dans l'éducation, sur les retraites, sur les APL, etc. Il n'y a rien à attendre du gouvernement du côté des salariéEs,

des jeunes, des retraitéEs, des sans-emploi. Nous devons prendre nos affaires en main pour rappeler qu'une politique écologique, sociale, solidaire, féministe, antiraciste est possible. Cet espoir d'une alternative est présent dans les luttes du moment à la SNCF, dans les EHPAD, dans les universités, avec les migrants et les sans-papiers, à Notre-Dame-des-Landes, à Ford Blanquefort et dans de nombreuses entreprises en lutte. L'enjeu, désormais, est de fédérer ces combats, de mettre en place, nationalement et localement, une stratégie de lutte pour gagner. Nous avons besoin d'un toutes et tous ensemble, nous avons besoin que le mouvement passe la vitesse supérieure et s'amplifie en ne laissant pas les secteurs mobilisés seuls. Il faut construire la convergence. Dans la Vienne, notre collectif a appelé à participer à la manifestation le 1<sup>er</sup> Mai, journée internationale pour les droits des travailleuses et des travailleurs. C'est un rendez-vous central pour faire reculer Macron. Dans le cadre de la mobilisation nationale du 5 mai, nous donnons rendez-vous à celles et ceux qui ne peuvent pas faire le voyage à Paris, samedi 5 mai à 15h, place d'Armes. pour une vraie fête, politique, collective, joyeuse, faite de manifestation, de chamboule-tout, de prises de parole, de musique, de ballons, d'humour... »



DR

**Documentaire**

## « Mai 68, tout changer » : la série continue !

À l'occasion du cinquantième anniversaire de l'explosion sociale de mai 1968, le NPA a décidé de se lancer dans une drôle d'aventure : recueillir des témoignages d'actrices et d'acteurs des événements, en décidant de donner la parole à celles et ceux qui, depuis, n'ont rien lâché.

Depuis le 16 avril, chaque semaine, ce sont au moins deux entretiens qui sont publiés. Après celles de Josette Trat et Pierre B., étudiantEs à Paris en mai 1968, ont successivement été mises en ligne les interviews de Jean-Claude Lauzonier (étudiant à Rouen), Pierre Rousset (étudiant à Paris), Sonia Casagrande (lycéenne à Toulouse) et Léon Crémieux (lycéen à Marseille). L'occasion de se souvenir, entre autres, que le mouvement de mai-juin 1968 ne fut pas seulement parisien mais national, avec des vrais communs mais aussi des « spécificités locales », du drapeau rouge flottant sur la gare Saint-Charles à Marseille aux riches discussions du Cirque de Rouen (voir également page 3). Et la série va se poursuivre ! Camarades du NPA ou



d'autres organisations politiques de gauche, militantEs associatifEs et/ou syndicaux : les interviewéEs incarnent l'héritage de mai 1968 dans sa diversité, avec ce point commun que, contrairement à des « figures » du mouvement

comme Daniel Cohn-Bendit ou Alain Geismar, ils et elles n'ont jamais retourné leurs vestes. Interviews disponibles sur Facebook : <https://www.facebook.com/Mai68Toutchanger> Et sur une rubrique dédiée du site du NPA : <https://npa2009.org/mai68>

**l'Anticapitaliste**  
la revue  
Le n°97 est disponible



Vous pouvez vous le procurer en envoyant un chèque de 4 euros à l'ordre de NSPAC à :

**l'Anticapitaliste,**

2, rue Richard-Lenoir,  
93108 Montreuil cedex.

Pour vous abonner, remplissez le formulaire page 12.

Exposition

# Kupka, pionnier de l'abstraction

Au Grand Palais jusqu'au 30 juillet 2018.

Un peintre rare, qui n'a pas été exposé à Paris depuis 30 ans. Une rétrospective passionnante qui montre l'importance et la cohérence de l'œuvre de Kupka, son art de la couleur, son évolution fulgurante entre 1906 et 1912, illustrant à lui seul la transition de la peinture de la figuration à la non-figuration puis à l'abstraction.

**Couleur porteuse d'émotion**

D'abord proche des symbolistes et figuratif, il fait ensuite, dans sa période intermédiaire, exploser les formes simplifiées à l'extrême par la couleur; il décompose la lumière en de grands aplats de couleur; il peint des effets d'optique, des portraits expressionnistes. La couleur devient porteuse d'émotion, une recherche fondamentale: *les Gigolettes, la Gamme Jaune, les Touches de piano, Portrait de famille, Grand nu, l'Eau (la Baigneuse)*.

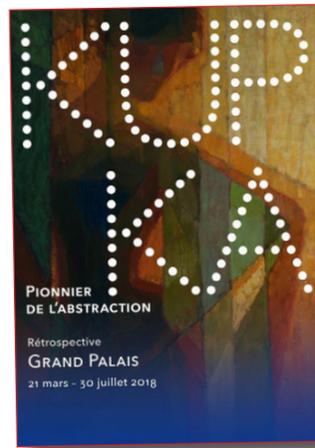
Autonomie de la couleur, sensation d'espaces par des lignes et des plans, transcription du mouvement, la figure disparaît encore dans *Madame Kupka* dans les verticales, puis le sujet s'efface pour finir dans des grandes compositions cosmiques, volutes organiques abstraites et hypnotiques transcrivant l'harmonie de la nature, la source de la création, l'équilibre premier, les accords musicaux: *Autour d'un point, Plans verticaux*. Moins connu que Kandinsky, Mondrian, Delaunay, ou Malevitch, il est néanmoins le premier à exposer une œuvre totalement abstraite, *Amorpha*, dès 1912.

**Abstraction géométrique pure et radicale**

Volontairement à l'écart des mouvements d'avant-garde qu'il a pourtant connus à Vienne puis à Paris où il s'installe près de l'atelier de Puteaux des frères Jacques Villon et Raymond

Duchamp-Villon: il y croise Marcel Duchamp, Robert Delaunay, etc. Il refuse tous les -ismes du moment tout en les frôlant par moments: fauvisme, futurisme, cubisme, son nom étant même parfois associé à l'orphisme, l'art pur de création de son ami Guillaume Apollinaire. Indépendant sans concession, il est ouvert aux sciences, astronomie et biologie en particulier, à la philosophie, voire à l'occultisme; il théorise sa pratique dans *la Création dans les arts-plastiques*; libre penseur, il dessine pour vivre dans la presse satirique et militante *Cocorico, l'Assiette au beurre*, illustre *l'Homme et la Terre* d'Élisée Reclus.

Après la guerre où il s'engage dans la Légion au côté de Blaise Cendrars, Kupka poursuit ses recherches abstraites, ne s'interdisant rien, même le retour d'éléments figuratifs (architectures ascensionnelles des cathédrales, épisode machiniste en 1920),



pour aboutir en 1930 à l'abstraction géométrique pure et radicale prônée par Theo Van Doesburg cofondateur de De Stijl qui l'invite à participer à l'association d'artistes Abstraction-Création.

Enfin distribué en galerie en 1951, il fait ensuite figure de référent de la peinture abstraite au Salon des Réalités nouvelles où il expose jusqu'à sa mort en 1957.

Ugo Clerico

Roman

# Terminus Nord, de Jérôme Leroy

Collection «Les nouvelles enquêtes de Nestor Burma», French Pulp, 250 pages, 15 euros.

Square Villemin, 10<sup>e</sup> arrondissement de Paris, surnommé le «petit Kaboul». Des adolescents afghans, embarqués par des policiers, disparaissent régulièrement. Quand deux de ces gamins sont retrouvés massacrés dans l'appartement d'un haut fonctionnaire de police «suicidé», la numéro un du «Bastion» (le nouveau 36 quai des Orfèvres porte de Clichy) étouffe l'affaire et mène l'enquête.

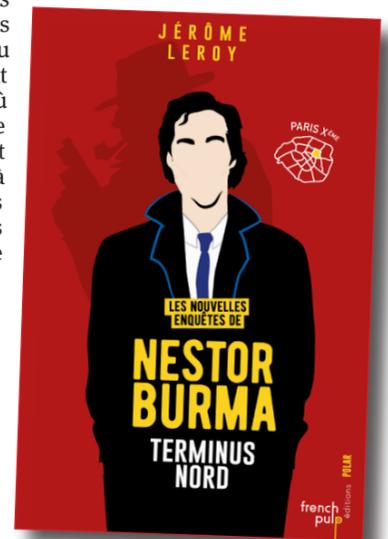
**Au cœur de l'état d'urgence**

En plein état d'urgence, des politiciens et des policiers rêvent d'installer un nouveau pouvoir en utilisant la peur du terrorisme. Une partie de la police appuyée sur la mafia roumaine d'extrême droite infiltre l'appareil d'État à un point que la «classieuse» commissaire Faroux se voit contrainte d'installer un QG parallèle, en dehors des locaux officiels, doté de l'appareillage électronique le plus sophistiqué pour mieux dépister les mafieux. Contraint et légèrement forcé, Nestor Burma va devoir mettre entre parenthèses les rêves libertaires de sa jeunesse et choisir son camp. Avec sa petite troupe, il va servir d'appât aux policiers «passés du côté obscur de la force» et aux truands qui ont pris le contrôle des quartiers des gares du Nord et de l'Est.

*Terminus Nord* nous promène au cœur de l'état d'urgence, où tout le monde surveille tout le monde, à travers les classiques caméras de surveillance, les portables piégés mais aussi... les cafetières électriques connectées. Loin de céder aux facilités de la haute technologie, Jérôme Leroy marche sur les traces de Léo Malet pour tracer le portrait d'un Paris où la «branchitude» ne parvient pas à effacer le Paris de la démerde. La solidarité avec les réfugiés existe, le sinistre Moscovici (chef de la mafia roumaine) l'apprendra à ses dépens tandis que le ministre ne parviendra pas à étouffer le scandale. Nestor n'est dupe de rien et Médiapost veille.

Après *les Loups de Belleville* (voir *l'Anticapitaliste* numéro 422) qui nous plongeait dans l'affrontement entre les révolutionnaires kurdes du PKK et les services secrets turcs du Millî İstihbarat Teşkilat (MIT) soutenus par les «Loups gris» (milice fasciste supplétive), cette nouvelle enquête centrée sur le trafic des migrants et l'État policier nous comble. Le personnage créé par Léo Malet en 1942 connaît une nouvelle vie passionnante au 21<sup>e</sup> siècle, et un nouvel opus est promis pour novembre 2018.

Sylvain Chardon



Exposition

# À propos de Mondes tsiganes, la fabrique des images

Au musée de l'Histoire de l'immigration, Palais de la Porte-Dorée, 293, avenue Daumesnil, Paris 12e, jusqu'au 26 août 2018.

Le musée de l'immigration tente de s'emparer du sujet des Tziganes, des Roms, et plus largement des gens du voyage, à travers leurs représentations photographiques. Les sources sont diverses, parfois c'est le travail de la police, à travers des photos anthropométriques, mais aussi des reportages qui le plus souvent folklorisent ces populations, ou en montrent la situation misérable. Mention spéciale pour le travail de Xavier Barral qui suit depuis 20 ans une famille de Tziganes du sud de la France et dont il donne à voir une intimité et une humanité assez touchante.

**Une exposition qui ne fâche personne**

Il y a donc de jolies photos, mais quoi d'autre? Pas grand chose. Et c'est là le problème. L'exposition ne raconte à peu près rien. Elle n'aide pas à comprendre l'histoire de ces

populations et surtout elle n'aborde aucun sujet qui fâche aujourd'hui. Pas un mot, pas une image des destruction de campements de Roms ou de «gens du voyage» au cours des deux dernières décennies à Bagnolet ou à Montreuil, à quelques encablures du musée de la Porte-Dorée. On n'évoque pas plus le sort de ces populations, les discriminations et les violences qu'elles subissent en Hongrie, en Roumanie ou encore en Bulgarie.

Donc voici une exposition qui ne fâche personne. Valérie Pécresse peut sans crainte venir la visiter. Mais c'est fâcheux lorsque l'on souhaite traiter d'un sujet au cœur des polémiques et de la vie politique en Europe depuis des décennies.

Déjà l'an passé, le musée proposait une exposition sur l'immigration italienne, assez mauvaise. Une exposition totalement lisse qui préférerait exposer des disques d'Yves Montand



et des cafetières italiennes plutôt qu'évoquer en profondeur les formes de racisme, de ségrégation dont ces immigrés italiens ont longtemps été victimes.

**Un musée qui reste frileux**

On a beaucoup discuté des conditions de naissance de ce musée: installé dans le bâtiment de l'ancienne exposition coloniale de 1931 (où on avait pu alors voir des zoos humains) puis devenu ministère des Colonies, il ne sera jamais inauguré par Nicolas Sarkozy, alors président de la République, tant les polémiques autour de la création du «ministère de l'Immigration, de l'intégration et de l'identité nationale» étaient fortes.

Au total on a le plus souvent l'impression que ce musée reste frileux, n'ose pas afficher un point de vue fort, éclairant et se contente d'évoquer les sujets (souvent très prometteurs) sans oser les traiter au fond. De peur de froisser les tenants d'un récit national que les historiens ont depuis longtemps dézingué? Résultat: cette fois encore, une exposition tarte et lisse.

Pierre Baton

Essai

# Les Éditeurs 2, le cauchemar continue

Ouvrage collectif de Sébastien Fontenelle, Mona Chollet, Olivier Cyran et Laurence De Cock.

En 2009 paraissait *les Éditeurs*, ou comment parler de (presque) tout en racontant (vraiment) n'importe quoi, galerie de portraits de ces experts en rien qui ont un avis sur tout, qui peuplent les plateaux télé, les ondes radios et les colonnes des journaux: Bernard-Henri Lévy, Jacques Attali, Alain Duhamel, Philippe Val, Laurent Joffrin et quelques autres étaient ainsi passés au crible d'une critique au vitriol, souvent drôle, dénonçant leur vanité, leur boursoufflure, et le vide de leur «pensée».

**Une corporation qui se radicalise**

Près de 10 ans plus tard, même si la corporation ne se renouvelle que



très lentement, un nouvel opus s'imposait. Comme le rappelle en effet Sébastien Fontenelle dans l'introduction de l'ouvrage, «aujourd'hui comme hier, les éditeurs ont des avis sur tout, et l'obsession de les faire partager au plus grand nombre. Aujourd'hui comme hier, ils fabriquent du consentement: par l'incessante répétition des mêmes vraies-fausse évidences, ils contraignent leurs publics – ou peut-être sont-ce des clientèles – dans l'acquiescement aux "réformes" antisociales dont ils assurent, très fidèlement, le service après-vente.» Ce sont de nouveau les portraits de 10 éditeurs qui nous proposent: Brice Couturier, Jacques Julliard, Franz-Olivier Giesbert, Jean Quatremer, Arnaud Leparmentier, Plantu,

Éric Zemmour, Natacha Polony, Valérie Toranian et Élisabeth Lévy. C'est bien écrit, c'est toujours aussi drôle, ça éparpille façon puzzle, et ça fait du bien.

Mais c'est aussi, il faut le dire, un peu angoissant: on se rend en effet compte qu'en 10 ans, une radicalisation s'est opérée dans la corporation, notamment vis-à-vis de l'islam et des musulmans: «il n'est plus seulement question, lorsque les "arbitres du débat public" ajoutent l'anathématisation d'une minorité à leurs fustigations – toujours plus véhémentes – des luttes sociales, de contenir l'opinion dans son consentement à un ordre injuste; il s'agit, bien plus dangereusement, de la gagner au pire.» Julien Salingue

COMMANDEZ TOUS VOS LIVRES À LA librairie la-breche.com

27 rue Taine 75012 Paris  
Tél. : 01 49 28 52 44 – Fax : 01 49 28 52 43  
Horaires d'ouverture :  
Lundi : 14 h – 20 h, mardi au samedi : 12 h – 20 h

# « Pour nous, il est évident qu'un scrutin d'autodétermination concerne d'abord le peuple colonisé, donc le peuple kanak »

**Le 5 mai prochain, on commémorera les 30 ans du massacre d'Ouvéa. Peux-tu nous rappeler ce qui s'est passé à l'époque et quels sont aujourd'hui les enjeux de mémoire autour de cet événement ?**

Le 5 mai 1988, suite à une prise d'otages organisée fin avril par des indépendantistes kanak, l'assaut était donné contre la grotte d'Ouvéa par les forces armées françaises : ils n'ont pas fait dans la dentelle, avec 19 Kanak tués, ainsi que deux gendarmes. Ils ont tué tous les preneurs d'otages, qui étaient âgés de 18 à 40 ans, mais aussi les « porteurs de thé » venus du village voisin, qui étaient chargés du ravitaillement. Cela représente un jour très douloureux pour Ouvéa, pour toute la Calédonie. 19 morts d'un coup, sur une petite tribu comme celle du village de Gossanah, près de la grotte, c'est un chiffre énorme. C'est une douleur, une blessure qui n'est pas près de cicatriser.

Il y a eu des exactions, certains Kanak ont été tués après l'assaut. Par exemple Alphonse Dianou, l'un des preneurs d'otages, a été tué sur sa civière alors qu'il était blessé à la jambe, dans des circonstances qui n'ont jamais été révélées. Le comité Vérité et justice, les gens de la tribu de Gossanah, demandent l'ouverture du dossier : il y a eu une amnistie et donc on ne sait rien.

**Emmanuel Macron sera présent le 5 mai à Ouvéa. Sait-on pourquoi il a décidé de s'y rendre ? Quelles sont les réactions sur place ?**

Macron se rend en Kanaky du 3 au 6 mai, et il a effectivement prévu de se rendre à Ouvéa le 5. Sa visite est très mal perçue, notamment par la population de Gossanah où a eu lieu le massacre. Les gens considèrent que c'est une provocation, surtout ce jour-là, qui est un jour de recueillement, de deuil, une journée intime pour les familles, qui ont écrit pour lui demander de ne pas venir, au moins ce jour-là. Car il a prévu non seulement de se rendre à la gendarmerie, mais aussi sur la stèle en mémoire des 19 qui ont été tués ce jour-là. Donc le comité Vérité et justice et la tribu de Gossanah dénoncent cette venue.

**Au-delà du 5 mai, cette visite de Macron est très politique, puisqu'elle s'inscrit dans le cadre du référendum du 4 novembre prochain sur l'indépendance...**

Bien sûr. Il vient pour affirmer la position de la France. Il a choisi une date très symbolique, ce n'est pas neutre. Les non-indépendantistes, donc la droite, ont prévu une manifestation à cette occasion pour affirmer leur volonté de continuer à faire partie de la France. Il se dit aussi que Macron va remettre l'acte de possession par la France de la Nouvelle-Calédonie de 1853, qui était jusqu'alors conservé aux Archives nationales de l'outre-mer, au président du gouvernement local. On est dans la politique du symbole, qui pour nous n'est pas acceptable.

**Car ce que vous demandez, c'est autre chose que des symboles, tant la situation demeure inégalitaire et discriminatoire.**

**Entretien.** À l'occasion de la commémoration des 30 ans du massacre d'Ouvéa, et de la visite d'Emmanuel Macron, du 3 au 6 mai, en Kanaky/Nouvelle-Calédonie, nous avons interviewé **Mina Kherfi**, représentante de l'USTKE (Union syndicale des travailleurs kanak et des exploités) en France.



© USTKE

Tout à fait. Les inégalités sont persistantes, et on peut même dire qu'elles s'aggravent avec le temps. Ce sont des inégalités à tous les niveaux : emploi, accès au logement, scolarité, etc. Par exemple, 26 % de chômage chez les Kanak, contre 7 % chez les non-Kanak, on compte à peine 5 % de cadres Kanak, etc. Ce sont des disparités énormes, et qui s'accroissent malgré le prétendu processus de décolonisation entamé avec l'accord de Nouméa en 1998. Les inégalités sont toujours criantes, de nombreux Kanak vivent dans des conditions déplorables, des milliers d'entre elles et eux vivent dans des logements insalubres, des cabanes en tôle à la périphérie de Nouméa. Les logements sont très chers à Nouméa en raison de l'indexation des salaires sur ceux de la métropole, et les salaires très hauts des fonctionnaires, notamment à Nouméa et dans sa périphérie. L'USTKE demande depuis sa création la fin de ces discriminations,

avec notamment l'égalité d'accès à l'emploi pour les Kanak, leur accès à des postes à responsabilité, etc. Nous nous battons également contre la cherté de la vie et pour plus de justice sociale.

**Et par rapport au référendum ?**

Ce que l'USTKE et les partis indépendantistes demandent, c'est l'assurance que les listes électorales soient sincères et correspondent à la réalité, et que tous les Kanak soient inscrits sur les listes, car la liste référendaire est une liste spéciale. Or il est apparu que des milliers d'entre eux manquaient, on parle de 25 000, en raison de la complexité de la procédure d'inscription et des démarches à entreprendre. Donc on attend que les listes soient affichées pour vérifier que tous les Kanak ont bien été inscrits, et l'affichage aura lieu un peu tard, en juillet. C'est à ce moment-là que l'on verra si la liste est sincère, et que nous prendrons notre décision sur le référendum.

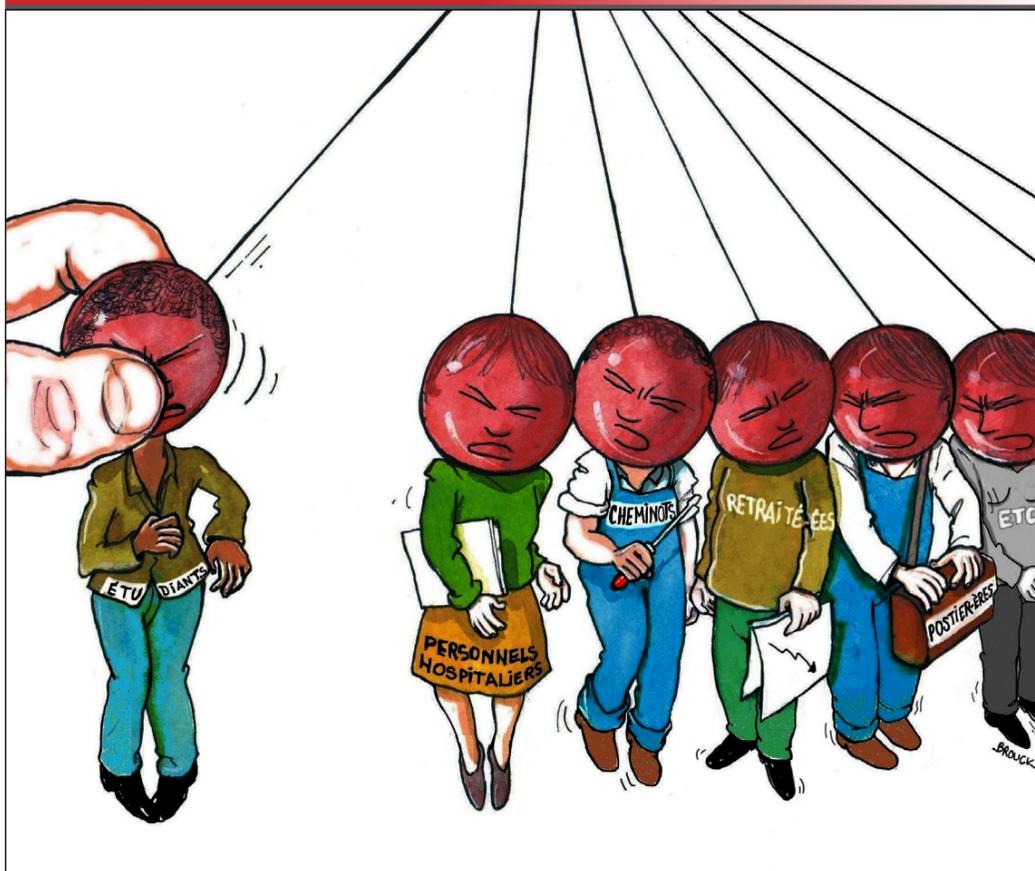
Pour nous, il est évident qu'un scrutin d'autodétermination concerne d'abord le peuple colonisé, donc le peuple kanak, et il est inimaginable que des milliers de personnes manquent sur les listes.

**Peux-tu nous parler des prochaines initiatives de soutien aux Kanak qui seront prises en France ?**

Nous organisons plusieurs initiatives à la fin de la semaine, les 4 et 5 mai, à propos desquelles nous avons informé dans les manifestations du 1<sup>er</sup> Mai, avec le mouvement des jeunes Kanak en France, Solidarité Kanaky, et d'autres. Le 4 mai, nous commémorerons le massacre d'Ouvéa, ainsi que les morts de plusieurs figures du mouvement indépendantiste, victimes du colonialisme français, en organisant un rassemblement devant le musée de l'Histoire de l'immigration, à la Porte-Dorée à Paris. C'est un symbole, car il s'agit de l'ancien musée des Colonies, que nous avons choisi pour également dénoncer les symboles liés au colonialisme qui persistent dans ce musée. C'est aussi à proximité de ce musée que des Kanak ont été exposés, tels des cannibales, lors de l'exposition coloniale de 1931. Il y aura donc des témoignages, des prises de parole pour informer sur la situation actuelle en Calédonie, parler du référendum, mais aussi pour rappeler le massacre d'Ouvéa il y a 30 ans. On espère que l'information sera relayée, et qu'il y aura du monde à ce rassemblement.

**Propos recueillis par Julien Salingue**

## L'image de la semaine



## Vu ailleurs

**LAFARGE-DAECH: ACTIONNAIRES IGNORANTS?** Il y a une curieuse

absence depuis le début des révélations sur le financement de Daech par Lafarge: celle des actionnaires, et notamment le groupe Bruxelles Lambert, contrôlé par Albert Frère et le Canadien Paul Desmarais, et l'homme d'affaires égyptien Nassef Sawiris. Ni les uns ni les autres ne sont connus pour être des actionnaires passifs. Aujourd'hui, tout est organisé pour qu'ils soient oubliés. [...] Comme s'ils n'avaient rien à voir dans les décisions prises, comme s'ils avaient été totalement étrangers à la gestion du cimentier. Six responsables opérationnels, à commencer par l'ancien PDG de Lafarge, Bruno Lafont, ont été mis en examen pour financement d'une activité terroriste et mise en danger de la vie d'autrui. Ils sont soupçonnés d'avoir versé 15 millions de dollars à des groupes terroristes, y compris Daech, comme l'a révélé Mediapart, pour pouvoir faire fonctionner une des cimenteries du groupe en Syrie. Mais à aucun moment, il n'est fait allusion à la responsabilité des actionnaires. Aucun nom n'est prononcé. [...]

Ces questions sont normalement abordées au comité d'audit et même en conseil. Paul Desmarais junior (NDLR: important actionnaire canadien), qui a l'habitude de s'entretenir en tête-à-tête avec les dirigeants des groupes dans lesquels il a investi, afin d'être au courant de tout, de poser des questions dans les moindres détails, aurait-il dérogé à ses habitudes pour le groupe Lafarge et n'aurait-il posé aucune question sur le Moyen-Orient, où le groupe réalise près de 25 % de son chiffre d'affaires? [...] Bruno Lafont a été largement remercié d'avoir été un PDG soucieux des attentes de ses actionnaires: il faut savoir aligner les intérêts des dirigeants sur ceux des actionnaires. En fonction, il a touché une rémunération annuelle moyenne de 3,1 millions d'euros, composée d'un salaire fixe, d'un salaire variable, d'attribution de stock-options, et « de primes à la création de valeur » (sic). Lors de son départ, au moment de la fusion avec Holcim, il a perçu une rémunération exceptionnelle de 2,5 millions d'euros, assortie d'une prime de départ de 5,9 millions, tout en conservant ses droits sur les plans de rémunération à long terme (rémunération variable pluriannuelle, attribution de stock-options, plan d'attribution d'actions gratuites). Le total de ces gratifications avoisine les 30 millions d'euros. Le prix du silence et de la cupidité en bande organisée?

Martine Orange, « Financement de Daech : le silence en bande organisée des actionnaires de Lafarge », Mediapart, 29 avril 2018.

## L'Anticapitaliste

Pour découvrir notre presse, profitez de notre promotion d'essai : **10€ = 3 MOIS D'HEBDO** ainsi qu'un numéro cadeau de notre revue mensuelle

**s'abonner par chèque**, cochez la formule d'abonnement retenue et et renvoyez-nous le formulaire accompagné de votre règlement (**chèque à l'ordre de NSPAC**) à : NSPAC, 2 rue Richard-Lenoir - 93108 Montreuil Cedex

FRANCE ET DOM-TOM		Jeunes/chômeurs/précaires	
Tarif standard			
Hebdo	6 mois <b>28 €</b> / 1 an <b>56 €</b>	6 mois <b>20 €</b> / 1 an <b>40 €</b>	
Mensuel	6 mois <b>22 €</b> / 1 an <b>44 €</b>		
Hebdo + Mensuel	6 mois <b>50 €</b> / 1 an <b>100 €</b>	6 mois <b>38 €</b> / 1 an <b>76 €</b>	
Promotion d'essai	Hebdo + 1 Mensuel offert	3 mois <b>10 €</b>	

**ÉTRANGER**  
Joindre la diffusion au 01-48-70-42-31 ou par mail : diffusion.presse@mpa2009.org

**s'abonner par prélèvement automatique**, cochez la formule de prélèvement retenue et renvoyez-nous le formulaire accompagné d'un RIB à : NSPAC, 2 rue Richard-Lenoir - 93108 Montreuil Cedex

Tarif standard		Jeunes/chômeurs/précaires	
Hebdo	Hebdo + Mensuel	Hebdo	Hebdo + Mensuel
<b>14 € par trimestre</b>	<b>25 € par trimestre</b>	<b>10 € par trimestre</b>	<b>19 € par trimestre</b>

**Titulaire du compte à débiter**  
Nom : ..... Prénom : .....  
Adresse : ..... Ville : .....  
Code postal : ..... Mail : .....

**Désignation du compte à débiter**  
IBAN : .....  
BIC : .....

**Mandat de prélèvement SEPA**  
En signant ce formulaire, vous autorisez NSPAC à envoyer des instructions à votre banque pour débiter votre compte, conformément aux instructions. Vous bénéficiez du droit d'être remboursé par votre banque selon les conditions décrites dans la convention que vous avez passée avec celle-ci. Une demande de remboursement doit être présentée dans les huit semaines suivant la date de débit de votre compte pour un prélèvement autorisé.  
Numéro ICS : FR4322554755

Date : ..... Signature obligatoire

[www.npa2009.org](http://www.npa2009.org)